



# Traitement des données issues du grand débat national

« LA DÉMOCRATIE ET LA CITOYENNETÉ »

Juin 2019

*“opinionway*

15 place de la République 75003 Paris



**ESOMAR**  
member

Le grand  
**débat national**

Mission du Grand débat national



# LA MÉTHODOLOGIE

*“opinionway*



# La méthodologie



Les questions ont été rédigées par la mission interministérielle en charge du Grand Débat National, pilotée par les ministres Sébastien LECORNU et Emmanuelle WARGON et placée sous l'autorité du Premier ministre.

**Les réponses numériques** ont été recueillies sur le site <https://granddebat.fr> qui a été conçu, mis en ligne et administré par la société **Cap Collectif**. La consultation a été accessible à toutes les personnes souhaitant y participer, du **22 janvier au 18 mars 2019**.

**Les questionnaires papiers** ont été recueillis sur les stands de proximité installés dans les gares et bureaux de poste du **15 février au 15 mars 2019** puis numérisés par la **Bibliothèque nationale de France - Numen**.



Le traitement de l'ensemble des données issues de cette consultation a été réalisé par **OpinionWay** en appliquant les procédures et règles de la **norme ISO 20252**.

Les verbatims issus des questions ouvertes et postes « autres réponses » des questions fermées ont été traités par **OpinionWay** en partenariat avec la société **QWAM**.

**La méthodologie utilisée** pour le traitement des données (questions fermées et questions ouvertes) **a été présentée au collège des garants du Grand Débat National** le 18 février.



**452 883 contributions** issues du questionnaire et des propositions **provenant de 381 346 répondants uniques ont été recueillies** sur le thème de « La démocratie et la citoyenneté » sur le site <https://granddebat.fr> et en version papier.

**Aucune question n'impliquait une obligation de répondre.** Par conséquent, le taux de réponse à chaque question ouverte ou fermée du questionnaire et des propositions varie. Les personnes n'ayant pas répondu à une question sont présentées sous le libellé « non réponses », qui est à distinguer du libellé « je ne sais pas » correspondant aux personnes ayant choisi cette modalité de réponse proposée dans le questionnaire.



# La répartition des répondants par région

Données disponibles uniquement pour les participations numériques

La répartition par région des répondants est la suivante :

Région	Répondants au thème « La démocratie et la citoyenneté »		Structure de la population française âgée de 15 ans et plus*
	Effectifs	%	%
Auvergne - Rhône-Alpes	54 961	15%	12%
Bourgogne - Franche-Comté	14 628	4%	4%
Bretagne	19 604	5%	5%
Centre - Val de Loire	13 877	4%	4%
Corse	885	<1%	<1%
Grand Est	24 494	7%	8%
Hauts-de-France	20 017	5%	9%
Ile-de-France	83 734	22%	18%
Normandie	14 897	4%	5%
Nouvelle Aquitaine	34 462	9%	9%
Occitanie	38 614	10%	9%
Pays de la Loire	21 622	6%	6%
Provence - Alpes - Côte d'Azur	30 482	8%	8%
Outre-Mer	2 936	1%	3%
Non réponses	4 326		

\*Chiffres calculés à partir des codes postaux renseignés par les répondants sur la plateforme numérique uniquement. Les analyses géographiques de ce rapport sont donc présentées sur la base des répondants aux questionnaires numériques seulement.

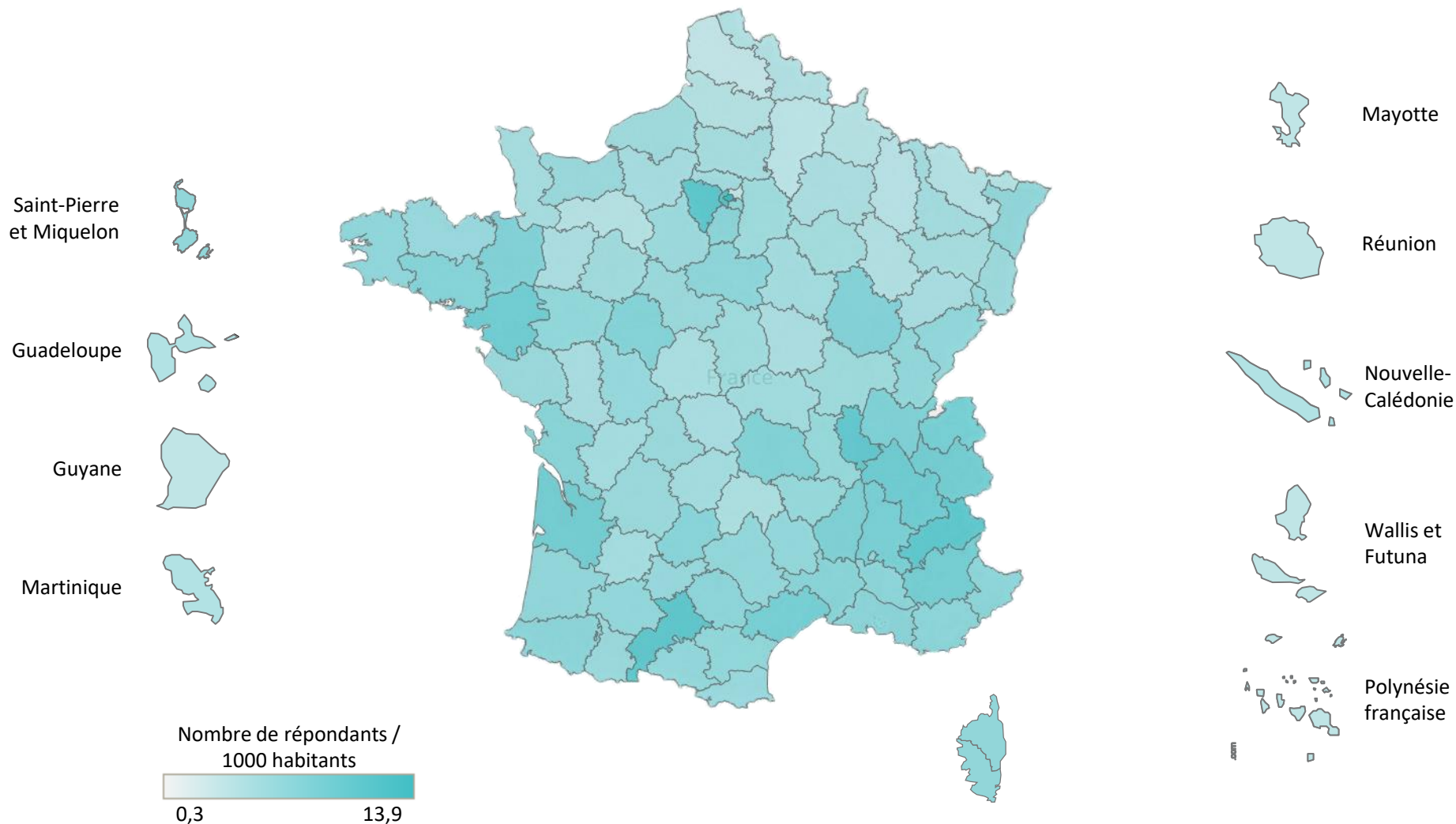
\*\*Source : INSEE Recensement général de la population 2015 (population de 15 ans et plus)



# La répartition des répondants par département

Données disponibles uniquement pour les participations numériques

La répartition par département des répondants est la suivante :





# La répartition des répondants par commune

Données disponibles uniquement pour les participations numériques

La répartition par commune des répondants est la suivante :

Type de commune	Structure des <b>répondants</b> au thème « La démocratie et la citoyenneté »		Structure de la <b>population française</b> âgée de 15 ans et plus*
	Effectifs	%	%
Commune rurale	29 980	9%	23%
Commune issue d'une unité urbaine de moins de 20 000 habitants	78 108	22%	18%
Commune issue d'une unité urbaine de 20 000 à moins de 100 000 habitants	43 733	13%	13%
Commune issue d'une unité urbaine de 100 000 habitants et plus	196 284	56%	46%
Non réponses	31 434		

Distance de la communes aux services publics**	Effectifs	%	%
Très éloignée	30 715	8%	11%
Assez éloignée	49 855	14%	15%
Assez proche	70 781	19%	21%
Très proche	217 803	59%	53%
Non réponses	10 385		

\*Source : INSEE Recensement général de la population 2015 (population de 15 ans et plus).

\*\*Distance moyenne aux services de police/gendarmerie, hôpitaux, Justice et poste. Les communes ont été regroupées en quartiles :

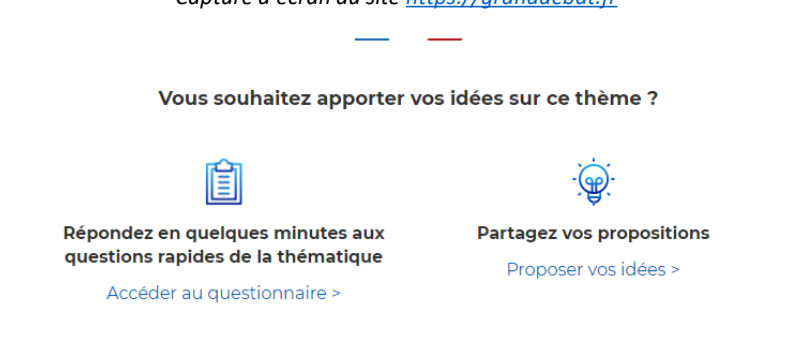
- Le 1<sup>er</sup> groupe, nommé « très éloignée », correspond aux 25% des communes dont la distance moyenne aux services publics est la plus éloignée,
- Le 4<sup>ème</sup> groupe, nommé « très proche » correspond aux 25% des communes dont la distance moyenne aux services publics est la plus proche.



# Le nombre de répondants au thème « La démocratie et la citoyenneté » selon le type de contributions

Deux types de contributions ont été traités :  
celles issues du **questionnaire** et celles issues des **propositions**.

Capture d'écran du site <https://granddebat.fr>



## Le thème « La démocratie et la citoyenneté » :



### Le questionnaire

**336 964** répondants uniques  
...dont **335 157** issus du site internet  
...dont **1 807** issus des questionnaires papiers



### Les propositions

**103 933** répondants uniques  
...dont **102 126** issus du site internet  
...dont **1 807** issus des questionnaires papiers

...ayant rédigé **118 356** contributions



# Le traitement des questions fermées et des questions ouvertes

Le traitement **des réponses aux questions fermées** a été réalisé par OpinionWay. Il a consisté à comptabiliser les occurrences de chaque réponse et transformer ces résultats en pourcentages. **Aucune pondération statistique n'a été appliquée.**

Le traitement des **verbatims issus des postes « autres réponses » et des questions ouvertes** a été réalisé par OpinionWay en partenariat avec la société



QWAM a développé **QWAM Text Analytics**, un outil d'analyse automatique des données textuelles en masse (big data), faisant appel aux technologies du traitement automatique du langage naturel couplées à des techniques d'intelligence artificielle (apprentissage profond/*deep learning*).

La technologie de QWAM a permis de **traiter l'exhaustivité des verbatim**. Grâce à des algorithmes puissants, les notions citées par les répondants ont été relevées, analysées, triées et classées en différentes catégories et sous-catégories. Le protocole méthodologique qui sera appliqué comprend **une intervention humaine systématique** de la part des équipes qualifiées de QWAM et d'OpinionWay pour **contrôler la cohérence des résultats et s'assurer de la pertinence des données produites**.

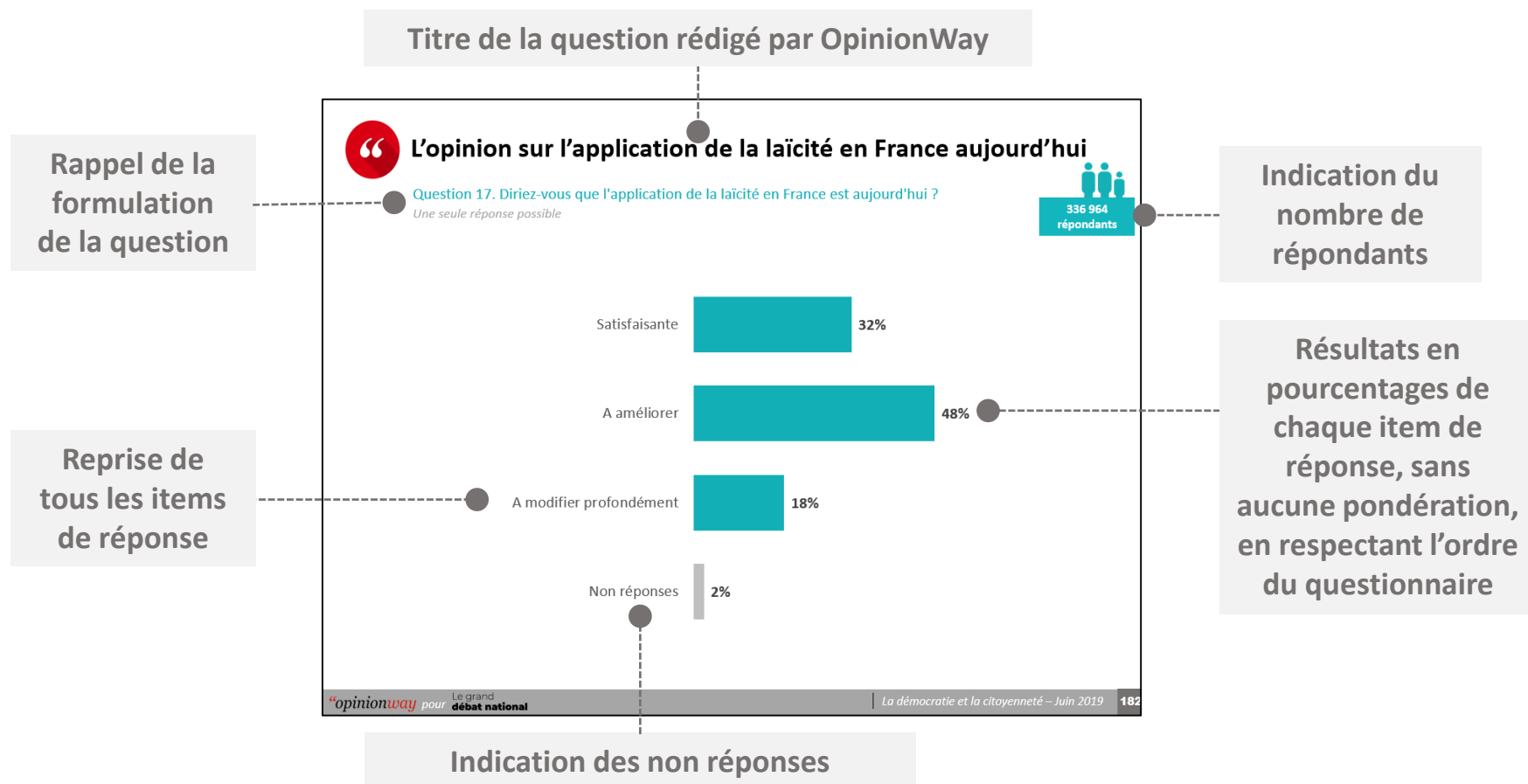
Elles ont ensuite été associées à chacun des verbatim, ce qui a permis une exploitation quantitative des déclarations spontanées des répondants, qui sont ensuite présentées sous **forme de pourcentages**.

**Les catégories définies par OpinionWay à l'issue de ce traitement ont été présentées au collège des garants.**



# **Note sur la présentation des résultats**

# “ La présentation des résultats d’une question fermée



# “ La présentation des résultats d’une question ouverte

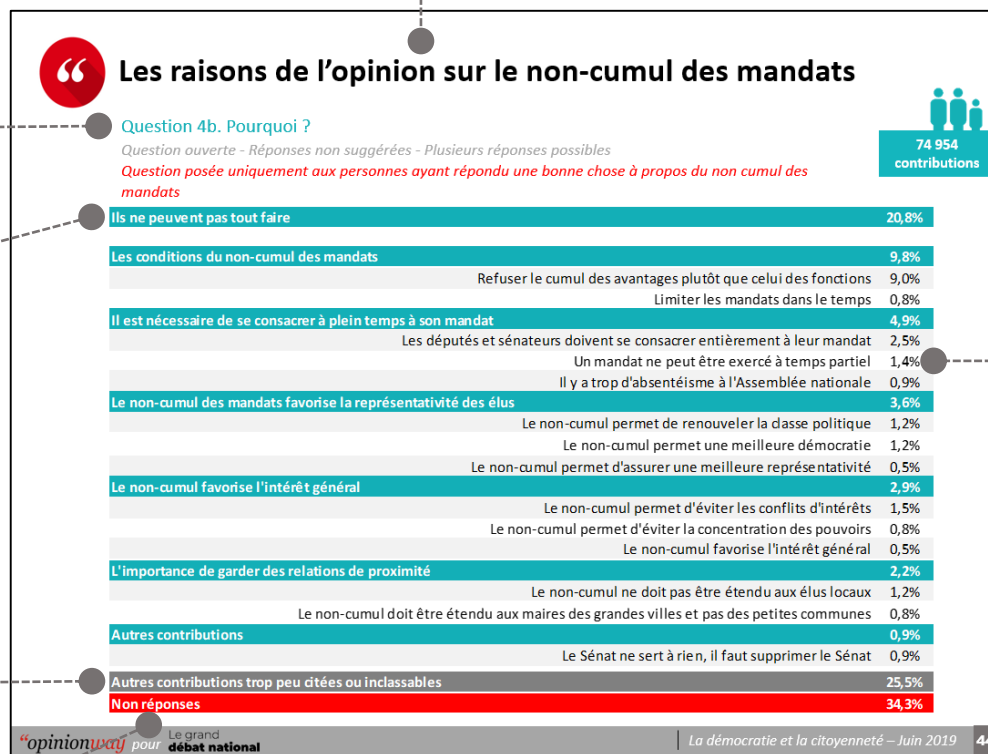
Titre de la question rédigé par OpinionWay

Rappel de la formulation de la question

Présentation des grandes catégories de réponses

Indication du nombre de contributions trop peu citées ou inclassables

Indication des non réponses



Indication du nombre de contributions

Détail des thèmes évoqués dans chaque catégorie de réponses

Le total des réponses peut être supérieur à 100% car plusieurs idées peuvent avoir été citées au sein d’une même contribution



# LES RÉSULTATS



# Abstract des résultats



# Les réponses aux questions fermées

## *Les chiffres clés*

> **52%** estiment qu'il faut donner un rôle plus important aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles

> **63%** considèrent que le non-cumul des mandats instauré en 2017 pour députés et sénateurs est une bonne chose

> **57%** pensent qu'il serait souhaitable de réduire le nombre d'élus autres que parlementaires

> **69%** jugent qu'il faut prendre en compte le vote blanc

> **42%** pensent qu'il faut faciliter le déclenchement du référendum d'initiative partagée

> **52%** estiment qu'il faut transformer les assemblées

> **52%** qu'il faut instaurer des contreparties aux différentes allocations de solidarité



# Les réponses aux questions fermées

## Les chiffres clés

**74%** > jugent qu'il faut **introduire une dose de proportionnelle** pour au moins une élection :

> **62%**  
Législatives

> **46%**  
Régionales

> **42%**  
Départementales

**86%** > pensent qu'il serait souhaitable de **réduire le nombre de parlementaires**

**57%** > souhaitent **rendre le vote obligatoire** (42% Non)

**53%** > pensent qu'il faut avoir **davantage recours au référendum** au **niveau national** (46% Non)

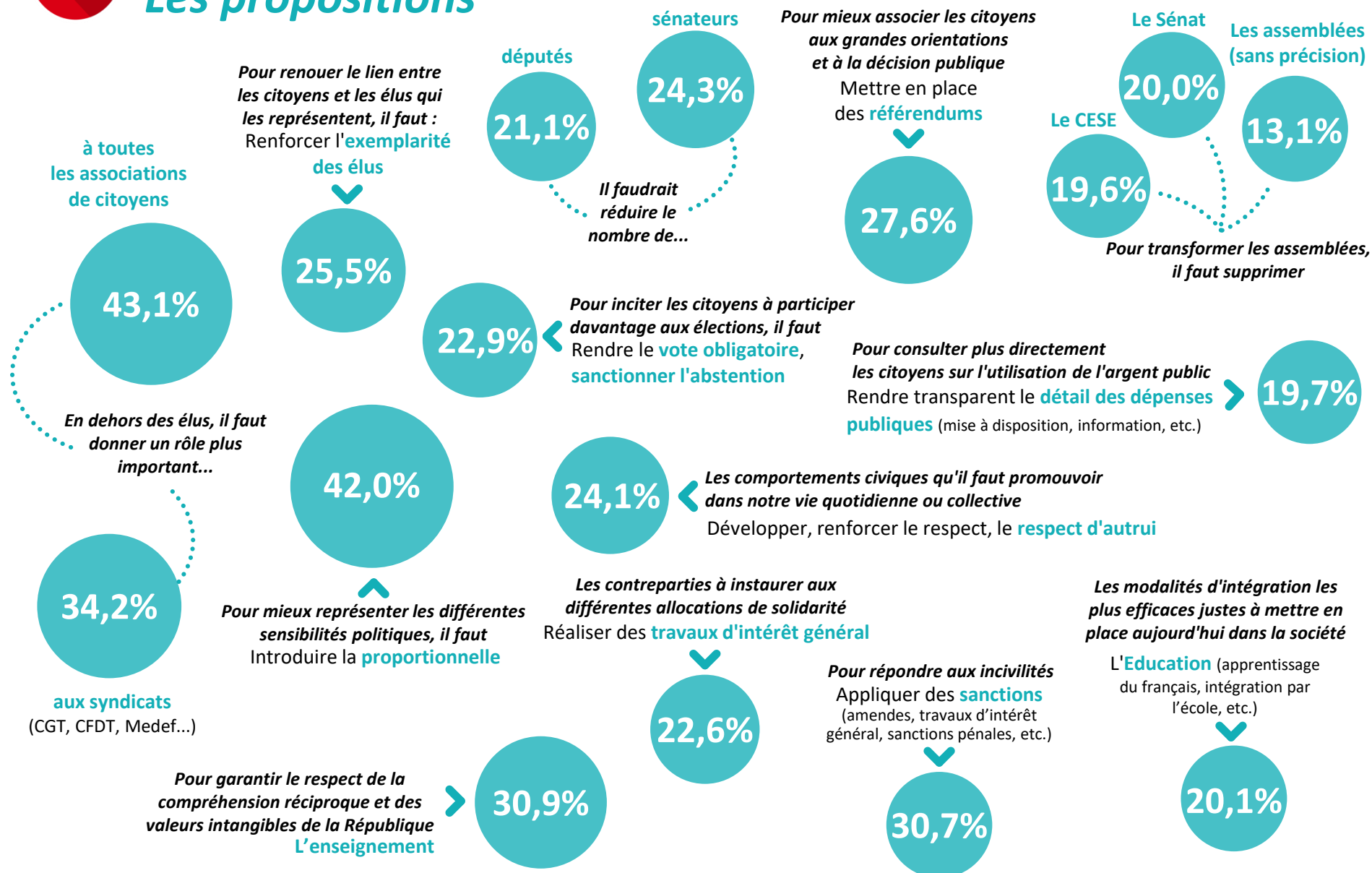
**80%** > qu'il faut avoir **davantage recours au référendum** au **niveau local**

**48%** > estiment que l'**application de la laïcité** en France est aujourd'hui à **améliorer**



# Les contributions spontanées

## Les propositions







## Quelques enseignements

- ▶ Le non-cumul des mandats instauré en 2017 pour les parlementaires (députés et sénateurs) est perçu comme une bonne chose (63%). Une majorité des répondants (86%) est favorable à la réduction du nombre de parlementaires (députés + sénateurs = 925). 52% des répondants estiment qu'il faut transformer les assemblées. Les propositions de transformation les plus citées sont la suppression du Sénat (20%), celle du CESE (19,6%), et de manière plus globale la suppression des assemblées en général (13,1%).
- ▶ Afin de permettre une meilleure représentation des différentes sensibilités politiques, 42% des répondants proposent l'introduction de la proportionnelle. Les élections pour lesquelles l'introduction d'une dose de proportionnelle est la plus souhaitée sont les élections législatives (62%).
- ▶ Une autre modification du mode d'élection souhaitée consiste à rendre le vote obligatoire (57%). Les répondants estiment qu'il s'agirait de la meilleure solution pour inciter les citoyens à participer davantage aux élections (22,9%). Par ailleurs, 69% des répondants souhaitent que soit pris en compte le vote blanc.
- ▶ Les répondants sont majoritairement favorables aux référendums, 27,6% d'entre eux estimant que la mise en place de référendums permettrait une démocratie plus participative. 80% des répondants considèrent qu'il faut avoir davantage recours au référendum au niveau local.
- ▶ Les répondants s'expriment favorablement sur le Référendum d'Initiative Partagée (RIP) : 42% estiment qu'il faut faciliter son utilisation, notamment en abaissant les seuils de déclenchement du RIP (14,4%), et en y associant un Référendum d'Initiative Citoyenne (5,8%).
- ▶ Les citoyens doivent également être consultés sur l'utilisation de l'argent public par l'Etat et les collectivités. A cet égard, 19,7% des répondants proposent que soit mis à disposition le détail des dépenses et que soit garantie plus de transparence.
- ▶ 51% des répondants estiment qu'il faut donner un rôle plus important aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles, en particulier les associations de citoyens (43,1%) et les syndicats (34,2%).



## Quelques enseignements

- ▶ 52% des répondants considèrent qu'il faut instaurer des contreparties aux différentes allocations de solidarité, la réalisation de travaux d'intérêt général étant la proposition la plus fréquente (22,5%).
- ▶ Parmi les discriminations perçues comme étant les plus répandues, celles en lien avec le racisme sont les plus citées (13,9%). Plus globalement, le manque de respect arrive en tête des incivilités jugées les plus pénibles dans la vie quotidienne (16,7%). En réponse à ce phénomène, renforcer le respect est considéré comme l'un des comportements civiques à promouvoir aujourd'hui (24,1%). Pour 17,4% des répondants, l'éducation, la pédagogie est la solution à privilégier pour favoriser le développement de ces comportements civiques.
- ▶ En ce qui concerne l'immigration, les propositions s'opposant à l'immigration (10%) ou souhaitant un durcissement des conditions d'accueil (9,5%) sont au total plus nombreuses que la volonté d'améliorer les conditions d'accueil (10%). 9,3% évoquent par ailleurs la nécessité de mettre en place des quotas. Afin de répondre au défi de l'immigration, deux propositions

émergent : la première serait d'agir sur la législation, notamment en supprimant le regroupement familial, ainsi que le droit du sol, et en ayant une politique européenne commune (5,5%), l'autre serait d'agir dans les pays d'origine, par exemple en luttant contre le changement climatique, en leur apportant une aide économique, etc. (5,3%). Concernant les conditions d'accueil, l'éducation, en particulier l'apprentissage de la langue française, est considérée comme étant la modalité d'intégration la plus efficace et la plus juste à mettre en place (20,1%).

- ▶ L'application de la laïcité en France est aujourd'hui satisfaisante pour 32% des répondants, mais à améliorer pour 48% et à modifier profondément pour 18%. Les propositions citées comme permettant de renforcer les principes de la laïcité dans le rapport entre l'Etat et les religions de notre pays sont d'ordre législatif, 13% des répondants estimant que cela implique d'abord une réelle application de la loi, puis le fait d'insister sur les valeurs du vivre ensemble (10,3%) et enfin le fait d'appliquer et d'enseigner la laïcité à l'école (7,6%).

01



Les résultats  
issus des propositions

**a.**



# VIE INSTITUTIONNELLE ET DÉMOCRATIQUE



# Les acteurs auxquels les répondants font le plus confiance pour les représenter dans la société

Question 1. En qui faites-vous le plus confiance pour vous faire représenter dans la société et pourquoi ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

<b>Les élus locaux</b>	<b>27,5%</b>
Les maires	23,6%
Les élus locaux	3,5%
La commune	1,0%
Les élus qui sont au contact direct des citoyens	0,9%
Le conseil départemental	0,5%
Les intercommunalités	0,5%
Le conseil régional, les conseillers régionaux	0,5%
<b>Contributions sur le manque de confiance</b>	<b>23,0%</b>
Confiance en personne	14,5%
Moi-même	5,4%
Confiance limitée envers les élus	4,5%
Les partis politiques sont éloignés du peuple qu'ils représentent et inefficaces	1,4%
Le Sénat n'est pas digne de confiance	1,2%
<b>Les élus</b>	<b>22,2%</b>
Les députés	14,0%
Le Président de la République / Emmanuel Macron / Le Président	5,6%
Les élus (sans précision)	4,3%
<b>Les corps intermédiaires</b>	<b>8,7%</b>
Les associations	6,1%
Les syndicats	4,0%
Les corps intermédiaires	0,6%



# Les acteurs auxquels les répondants font le plus confiance pour les représenter dans la société

Question 1. En qui faites-vous le plus confiance pour vous faire représenter dans la société et pourquoi ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

<b>Pourquoi</b>	<b>4,9%</b>
Pour renforcer la démocratie	2,4%
Pour davantage de justice sociale et démocratique	0,7%
Pour respecter les libertés	0,6%
Pour davantage de transparence	0,4%
Pour protéger l'environnement	0,4%
Pour la gestion des impôts	0,4%
<b>Les modalités du vote, des élections</b>	<b>3,8%</b>
Le suffrage universel	1,3%
La proportionnelle	0,8%
Confiance en la représentativité	0,8%
Une représentativité plus forte garantirait la confiance	0,6%
<b>Les conditions de confiance</b>	<b>2,6%</b>
L'intérêt général doit passer devant l'intérêt particulier	1,7%
Pour garantir le respect des règles et des institutions	1,0%
<b>Fait confiance sous réserve</b>	<b>1,6%</b>
L'Etat s'il s'améliore	0,9%
Les institutions, sous réserve de fiabilité	0,5%
<b>La société civile</b>	<b>1,4%</b>
La société civile	0,7%
Aider les familles, qui sont des cercles fermés de confiance	0,5%



# Les acteurs auxquels les répondants font le plus confiance pour les représenter dans la société

Question 1. En qui faites-vous le plus confiance pour vous faire représenter dans la société et pourquoi ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

Les maires et les députés	1,3%
Les maires et les députés	1,3%
Les référendums	1,2%
Les référendums	0,9%
Les référendums d'initiative citoyenne	0,5%
Autres contributions	0,6%
Les gilets jaunes portent la confiance du peuple	0,6%
Autres contributions trop peu citées ou inclassables	13,2%
Non réponses	23,4%



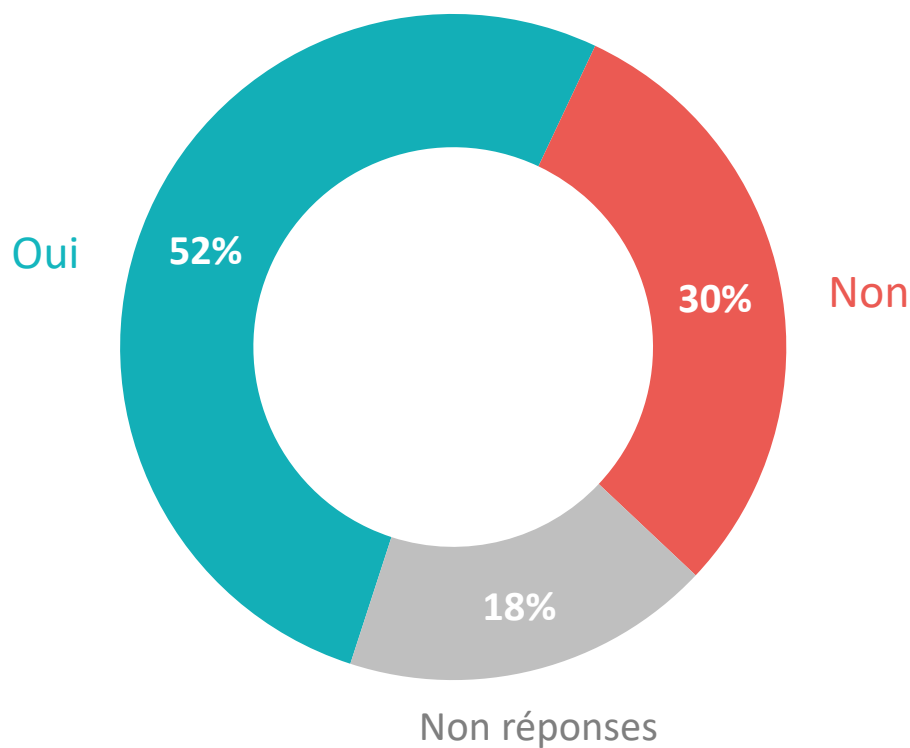
# L'opinion sur l'importance du rôle à donner aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles

Question 2a. En dehors des élus politiques, faut-il donner un rôle plus important aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles ?

*Une seule réponse possible*



118 356  
contributions







# L'opinion sur l'importance du rôle à donner aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles

Question 2a. En dehors des élus politiques, faut-il donner un rôle plus important aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles ?

*Une seule réponse possible*



116 549  
contributions

	% TOTAL	Région													
		Auvergne- Rhône- Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de- France	Normandie	Nouvelle Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	Outre- mer
Oui	<b>51%</b>	54%	53%	54%	51%	49%	50%	50%	49%	53%	51%	52%	54%	52%	53%
Non	<b>31%</b>	29%	30%	27%	33%	40%	32%	32%	31%	31%	31%	31%	28%	33%	31%
Non réponses	<b>18%</b>	17%	17%	19%	16%	11%	18%	18%	20%	16%	18%	17%	18%	15%	16%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# L'opinion sur l'importance du rôle à donner aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles

Question 2a. En dehors des élus politiques, faut-il donner un rôle plus important aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles ?

*Une seule réponse possible*



116 549  
contributions

	% TOTAL	Type de commune				Distance aux services publics			
		Commune rurale	Commune issue d'une unité urbaine de moins de 20 000 habitants	Commune issue d'une unité urbaine de 20 000 à moins de 100 000 habitants	Commune issue d'une unité urbaine de 100 000 habitants et plus	Très éloigné	Assez éloigné	Assez proche	Très proche
Oui	<b>51%</b>	51%	52%	51%	51%	52%	51%	52%	51%
Non	<b>31%</b>	31%	32%	32%	30%	32%	31%	31%	30%
Non réponses	<b>18%</b>	18%	16%	17%	19%	16%	18%	17%	19%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# L'opinion sur l'importance du rôle à donner aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles

Question 2a. En dehors des élus politiques, faut-il donner un rôle plus important aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles ?

*Une seule réponse possible*



116 549  
contributions

	% TOTAL	Type d'auteur				
		Citoyen / Citoyenne	Élu / élue et Institution	Sous-Total Organisation	Organisation à but lucratif	Organisation à but non lucratif
Oui	51%	51%	54%	49%	32%	51%
Non	31%	31%	29%	9%	32%	6%
Non réponses	18%	18%	17%	42%	36%	43%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# L'opinion sur l'importance du rôle à donner aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles

Question 2a. En dehors des élus politiques, faut-il donner un rôle plus important aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles ?

*Une seule réponse possible*



118 356  
contributions

	% TOTAL	Mode de participation		L'opinion sur le non-cumul des mandats			La nécessité de rendre le vote obligatoire	
		Numérique	Papier	Une bonne chose	Une mauvaise chose	Je ne sais pas	Oui	Non
Oui	52%	51%	56%	61%	50%	60%	55%	50%
Non	30%	31%	22%	34%	46%	35%	33%	35%
Non réponses	18%	18%	22%	5%	4%	5%	12%	15%



# L'opinion sur l'importance du rôle à donner aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles

Question 2a. En dehors des élus politiques, faut-il donner un rôle plus important aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles ?

*Une seule réponse possible*



118 356  
contributions

	% TOTAL	La nécessité d'introduire une dose de proportionnelle					L'application de la laïcité		
		Sous-total Au moins une élection citée	Aux élections législatives	Aux élections régionales	Aux élections départementales	Il ne faut pas introduire de proportionnelle	Satisfaisante	A améliorer	A modifier profondément
Oui	52%	55%	55%	56%	56%	45%	57%	55%	41%
Non	30%	32%	32%	30%	30%	43%	30%	32%	45%
Non réponses	18%	13%	13%	14%	14%	12%	13%	13%	14%



# L'opinion sur l'importance du rôle à donner aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles

Question 2a. En dehors des élus politiques, faut-il donner un rôle plus important aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles ?

*Une seule réponse possible*



118 356  
contributions

	% TOTAL	La nécessité de prendre en compte le vote blanc		La nécessité de recourir davantage au referendum au niveau national		La nécessité de recourir davantage au referendum au niveau local		La nécessité de tirer au sort des citoyens pour les associer à la décision publique		
		Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Je ne sais pas
Oui	<b>52%</b>	62%	49%	53%	54%	56%	43%	59%	43%	52%
Non	<b>30%</b>	33%	47%	33%	35%	31%	45%	28%	44%	32%
Non réponses	<b>18%</b>	5%	4%	14%	11%	13%	12%	13%	13%	16%



# Les associations et organisations syndicales et professionnelles auxquelles il faudrait donner un rôle plus important

Question 2b. Si oui, à quel type d'associations ou d'organisations ? Et avec quel rôle ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles

Question posée uniquement aux personnes ayant répondu qu'il faut donner un rôle plus important aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles



60 996  
contributions

<b>La société civile</b>	<b>50,8%</b>
Donner un rôle plus important à toutes les associations de citoyens	43,1%
Donner un rôle important aux associations de consommateurs	3,0%
Renforcer les associations défendant les valeurs de la démocratie	1,8%
Associer les associations culturelles et sportives aux décisions locales (municipalités)	1,7%
Donner un rôle important aux corps intermédiaires	1,6%
Renforcer les associations d'intérêt général	1,4%
Renforcer les associations qui créent du lien social	1,1%
Renforcer le rôle consultatif des associations humanitaires	1,0%
Renforcer des associations de solidarité locale	0,8%
Renforcer les associations en lien avec le logement	0,8%
Associer la société civile aux décisions	0,8%
Intégrer les associations de gilets jaunes et les faire participer à la vie de la cité	0,5%
Renforcer le rôle consultatif des associations culturelles	0,5%
Renforcer le rôle des associations sportives	0,4%
<b>Les acteurs du monde du travail</b>	<b>38,1%</b>
Les syndicats (CGT,CFDT, Medef....)	34,2%
Représenter et défendre les salariés par branche	2,9%
Renforcer le rôle des syndicats professionnels dans les entreprises	2,2%
Donner un rôle plus important aux associations professionnelles	0,8%
Renforcer les associations de formation	0,8%



# Les associations et organisations syndicales et professionnelles auxquelles il faudrait donner un rôle plus important

Question 2b. Si oui, à quel type d'associations ou d'organisations ? Et avec quel rôle ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles

Question posée uniquement aux personnes ayant répondu qu'il faut donner un rôle plus important aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles



60 996  
contributions

<b>Les préconisations</b>	<b>11,3%</b>
Donner aux associations un vrai rôle consultatif et une capacité de proposition	4,4%
Donner un rôle important aux associations d'utilité publique	2,5%
S'assurer de la représentativité des associations et syndicats	1,6%
Instaurer la transparence dans le financement du monde associatif	0,6%
Créer des associations d'usagers des services publics	0,5%
Faire des associations/organisations de véritables organes de décisions politiques	0,4%
<b>Les acteurs de la protection de l'environnement</b>	<b>6,4%</b>
Donner un rôle important aux associations écologiques	6,4%
<b>Les acteurs du monde de la santé</b>	<b>3,6%</b>
Renforcer des associations de santé indépendantes	1,7%
Renforcer les associations pour les handicapés	1,0%
Renforcer des associations de solidarité locale	0,8%
Renforcer les associations pour les personnes âgées	0,4%
<b>Les acteurs caritatifs</b>	<b>3,3%</b>
Renforcer les associations caritatives (Secours populaire, Emmaüs, Fondation Abbé Pierre...)	3,3%
<b>Les transformations institutionnelles</b>	<b>1,8%</b>
Renforcer les prérogatives du Conseil Economique social et environnemental (CESE)	1,3%
Réformer le Sénat (remplacer, renouveler)	0,7%
<b>Un rôle de compensation des manquements de l'Etat</b>	<b>1,7%</b>
Comblar les manquements de l'Etat	1,5%





# Les associations et organisations syndicales et professionnelles auxquelles il faudrait donner un rôle plus important

Question 2b. Si oui, à quel type d'associations ou d'organisations ? Et avec quel rôle ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles

Question posée uniquement aux personnes ayant répondu qu'il faut donner un rôle plus important aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles



60 996  
contributions

Les autres acteurs	1,2%
Renforcer les associations en lien avec le logement	0,8%
Renforcer des associations familiales	0,4%
Mettre en place le Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC)	1,0%
Encourager les Référendums d'Initiative Citoyenne (RIC) par des associations populaires	0,7%
Autres contributions trop peu citées ou inclassables	14,7%
Non réponses	10,9%



# Les propositions pour renouer le lien entre citoyens et élus

Question 3. Que faudrait-il faire pour renouer le lien entre les citoyens et les élus qui les représentent ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

<b>Renforcer l'exemplarité des élus et des hauts fonctionnaires</b>	<b>30,0%</b>
Renforcer l'exemplarité des élus	25,5%
Respecter les promesses électorales	3,6%
Retrouver la dignité des débats à l'Assemblée nationale	2,1%
Radier et rendre inéligibles les fonctionnaires condamnés	1,1%
Pas de favoritisme pour les familles des responsables publics	0,5%
<b>Modifier les règles électorales et le mode de représentation</b>	<b>16,3%</b>
Réduire le nombre de députés	8,6%
Passer à une démocratie participative	3,0%
Introduire une dose de proportionnelle dans les scrutins	2,5%
Comptabiliser le vote blanc	1,3%
Améliorer la représentation de tous les partis politiques	1,2%
Rendre le vote obligatoire	0,9%
Améliorer la représentativité des élus à l'issue des scrutins	0,9%
Modifier l'élection présidentielle	0,5%
Elire l'Assemblée nationale à la proportionnelle	0,5%
<b>Ecouter les citoyens et leurs préoccupations</b>	<b>8,7%</b>
Recourir plus fréquemment au référendum à tous les échelons territoriaux	4,2%
Instaurer le Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC)	2,1%
Mieux informer sur les réunions publiques	1,1%
Organiser plus d'échanges avec les citoyens	0,8%
Favoriser la participation de la société civile dans le débat public	0,6%



# Les propositions pour renouer le lien entre citoyens et élus

Question 3. Que faudrait-il faire pour renouer le lien entre les citoyens et les élus qui les représentent ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

<b>Renforcer la transparence de la vie publique</b>	<b>6,5%</b>
Renforcer la transparence de la vie publique	5,6%
Contrôler l'utilisation de l'argent public dans une optique de transparence	1,1%
<b>Réduire les revenus et les avantages des élus et fonctionnaires</b>	<b>4,5%</b>
Aligner les impôts des élus sur ceux des travailleurs du privé	1,3%
Limitier le cumul des mandats	1,3%
Supprimer les avantages des élus sur le logement	0,6%
Réduire les rémunérations et les avantages dans la fonction publique	0,5%
Indexer les salaires des élus sur le SMIC	0,5%
<b>Réformer les institutions et leur fonctionnement</b>	<b>3,7%</b>
Transformer le Sénat	2,0%
Réduire le poids des services de l'Etat	1,4%
<b>Autres contributions</b>	<b>2,4%</b>
Faire passer l'intérêt général avant les intérêts personnels	1,3%
Diminuer l'influence de l'administration	0,7%
<b>Renforcer le civisme et la citoyenneté des Français par l'éducation</b>	<b>2,0%</b>
Renforcer l'éducation civique à l'école	1,1%
Former les Français au civisme	0,8%



# Les propositions pour renouer le lien entre citoyens et élus

Question 3. Que faudrait-il faire pour renouer le lien entre les citoyens et les élus qui les représentent ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

Réformer les institutions au niveau local	2,1%
Réduire le nombre d'élus locaux	0,7%
Supprimer les régions	0,5%
Mieux informer sur l'action des communautés de communes	0,5%
Plus de participation citoyenne dans les communes	0,5%
Renforcer le rôle des corps intermédiaires	1,6%
Coopérer avec les associations	1,6%
Diminuer le rôle des corps intermédiaires	0,8%
Supprimer les syndicats	0,7%
Autres contributions trop peu citées ou inclassables	29,0%
Non réponses	22,9%



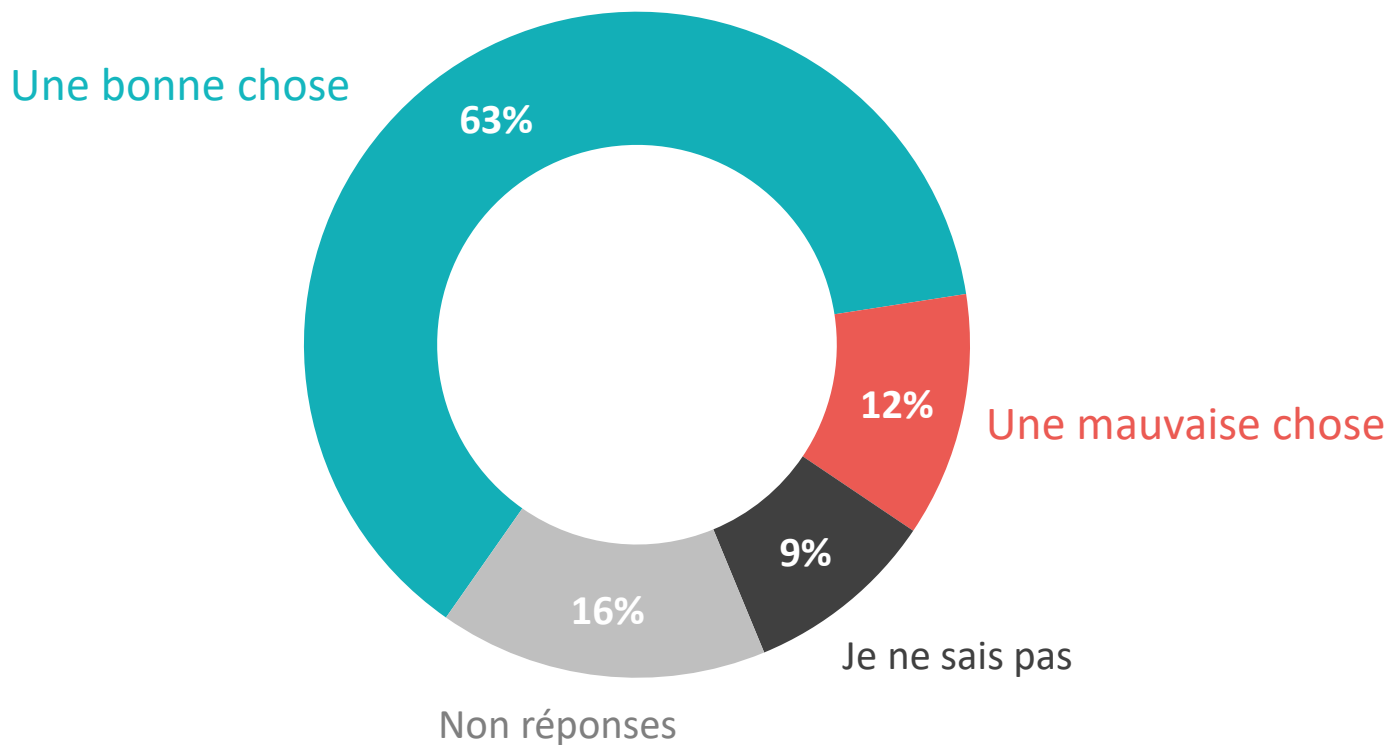
# L'opinion sur le non-cumul des mandats instauré en 2017

Question 4a. Le non-cumul des mandats instauré en 2017 pour les parlementaires (députés et sénateurs) est :

*Une seule réponse possible*



118 356  
contributions





# L'opinion sur le non-cumul des mandats instauré en 2017

Question 4a. Le non-cumul des mandats instauré en 2017 pour les parlementaires (députés et sénateurs) est :

*Une seule réponse possible*



116 549  
contributions

	% TOTAL	Région													
		Auvergne- Rhône- Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de- France	Normandie	Nouvelle Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	Outre- mer
Une bonne chose	<b>64%</b>	66%	65%	64%	64%	70%	63%	64%	58%	64%	65%	67%	63%	66%	74%
Une mauvaise chose	<b>12%</b>	10%	12%	10%	13%	9%	12%	13%	15%	13%	11%	10%	11%	12%	8%
Je ne sais pas	<b>9%</b>	9%	9%	9%	10%	13%	9%	8%	10%	9%	9%	9%	10%	9%	5%
Non réponses	<b>15%</b>	15%	14%	17%	13%	8%	16%	15%	17%	14%	15%	14%	16%	13%	13%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# L'opinion sur le non-cumul des mandats instauré en 2017

Question 4a. Le non-cumul des mandats instauré en 2017 pour les parlementaires (députés et sénateurs) est :

*Une seule réponse possible*



116 549  
contributions

	% TOTAL	Type de commune				Distance aux services publics			
		Commune rurale	Commune issue d'une unité urbaine de moins de 20 000 habitants	Commune issue d'une unité urbaine de 20 000 à moins de 100 000 habitants	Commune issue d'une unité urbaine de 100 000 habitants et plus	Très éloigné	Assez éloigné	Assez proche	Très proche
Une bonne chose	<b>64%</b>	65%	65%	65%	62%	65%	66%	65%	62%
Une mauvaise chose	<b>12%</b>	12%	12%	12%	12%	13%	11%	12%	12%
Je ne sais pas	<b>9%</b>	8%	9%	9%	10%	9%	9%	9%	10%
Non réponses	<b>15%</b>	15%	14%	14%	16%	13%	14%	14%	16%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# L'opinion sur le non-cumul des mandats instauré en 2017

Question 4a. Le non-cumul des mandats instauré en 2017 pour les parlementaires (députés et sénateurs) est :

*Une seule réponse possible*



116 549  
contributions

	% TOTAL	Type d'auteur				
		Citoyen / Citoyenne	Élu / élue et Institution	Sous-total Organisation	Organisation à but lucratif	Organisation à but non lucratif
Une bonne chose	<b>64%</b>	64%	62%	41%	48%	40%
Une mauvaise chose	<b>12%</b>	12%	18%	8%	10%	8%
Je ne sais pas	<b>9%</b>	9%	6%	7%	8%	7%
Non réponses	<b>15%</b>	15%	14%	44%	34%	45%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques





# L'opinion sur le non-cumul des mandats instauré en 2017

Question 4a. Le non-cumul des mandats instauré en 2017 pour les parlementaires (députés et sénateurs) est :

*Une seule réponse possible*



118 356  
contributions

	% TOTAL	Mode de participation		La nécessité de rendre le vote obligatoire	
		Numérique	Papier	Oui	Non
Une bonne chose	<b>63%</b>	64%	60%	70%	65%
Une mauvaise chose	<b>12%</b>	12%	11%	12%	13%
Je ne sais pas	<b>9%</b>	9%	9%	8%	10%
Non réponses	<b>16%</b>	15%	20%	10%	12%



# L'opinion sur le non-cumul des mandats instauré en 2017

Question 4a. Le non-cumul des mandats instauré en 2017 pour les parlementaires (députés et sénateurs) est :

*Une seule réponse possible*



118 356  
contributions

	% TOTAL	La nécessité d'introduire une dose de proportionnelle					L'application de la laïcité		
		Sous-total Au moins une élection citée	Aux élections législatives	Aux élections régionales	Aux élections départementales	Il ne faut pas introduire de proportionnelle	Satisfaisante	A améliorer	A modifier profondément
Une bonne chose	<b>63%</b>	68%	69%	69%	69%	64%	70%	68%	65%
Une mauvaise chose	<b>12%</b>	12%	12%	11%	11%	16%	11%	12%	14%
Je ne sais pas	<b>9%</b>	9%	8%	8%	8%	10%	9%	9%	9%
Non réponses	<b>16%</b>	11%	11%	12%	12%	10%	10%	11%	12%



# L'opinion sur le non-cumul des mandats instauré en 2017

Question 4a. Le non-cumul des mandats instauré en 2017 pour les parlementaires (députés et sénateurs) est :

*Une seule réponse possible*



118 356  
contributions

	% TOTAL	La nécessité de prendre en compte le vote blanc		La nécessité de recourir davantage au referendum au niveau national		La nécessité de recourir davantage au referendum au niveau local		La nécessité de tirer au sort des citoyens pour les associer à la décision publique		
		Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Je ne sais pas
Une bonne chose	<b>63%</b>	75%	67%	69%	66%	68%	65%	72%	62%	63%
Une mauvaise chose	<b>12%</b>	13%	20%	11%	14%	12%	16%	10%	18%	10%
Je ne sais pas	<b>9%</b>	10%	12%	8%	11%	9%	10%	8%	9%	15%
Non réponses	<b>16%</b>	2%	1%	12%	9%	11%	9%	10%	11%	12%



# Les raisons de l'opinion sur le non-cumul des mandats

## Question 4b. Pourquoi ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles

Question posée uniquement aux personnes ayant répondu une bonne chose à propos du non cumul des mandats



74 954  
contributions

Ils ne peuvent pas tout faire	20,8%
Les conditions du non-cumul des mandats	9,8%
Refuser le cumul des avantages plutôt que celui des fonctions	9,0%
Limiter les mandats dans le temps	0,8%
Il est nécessaire de se consacrer à plein temps à son mandat	4,9%
Les députés et sénateurs doivent se consacrer entièrement à leur mandat	2,5%
Un mandat ne peut être exercé à temps partiel	1,4%
Il y a trop d'absentéisme à l'Assemblée nationale	0,9%
Le non-cumul des mandats favorise la représentativité des élus	3,6%
Le non-cumul permet de renouveler la classe politique	1,2%
Le non-cumul permet une meilleure démocratie	1,2%
Le non-cumul permet d'assurer une meilleure représentativité	0,5%
Le non-cumul favorise l'intérêt général	2,9%
Le non-cumul permet d'éviter les conflits d'intérêts	1,5%
Le non-cumul permet d'éviter la concentration des pouvoirs	0,8%
Le non-cumul favorise l'intérêt général	0,5%
L'importance de garder des relations de proximité	2,2%
Le non-cumul ne doit pas être étendu aux élus locaux	1,2%
Le non-cumul doit être étendu aux maires des grandes villes et pas des petites communes	0,8%
Autres contributions	0,9%
Le Sénat ne sert à rien, il faut supprimer le Sénat	0,9%
Autres contributions trop peu citées ou inclassables	25,5%
Non réponses	34,3%



# Les raisons de l'opinion sur le non-cumul des mandats

## Question 4b. Pourquoi ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles

Question posée uniquement aux personnes ayant répondu une mauvaise chose à propos du non cumul des mandats



14 069  
contributions

Il faut que les élus restent proches des réalités du terrain	42,4%
Le non-cumul éloigne trop les députés des réalités de terrain	41,9%
Le non-cumul éloigne trop les sénateurs des réalités de terrain	2,5%
Il faut limiter le cumul des avantages plutôt que le cumul des mandats	12,7%
Le refus du cumul des avantages plutôt que celui des fonctions	12,7%
Il faut rétablir la possibilité de cumuler les fonctions de Député et de Maire	7,0%
Le rétablissement du cumul entre Député et Maire	7,0%
Il faut limiter le cumul dans le temps plutôt que le cumul des mandats	0,5%
La limitation des mandats dans le temps est préférable au non-cumul des mandats	0,5%
Autres contributions trop peu citées ou inclassables	24,1%
Non réponses	13,9%



# Les propositions pour mieux représenter les différentes sensibilités politiques

Question 5. Que faudrait-il faire pour mieux représenter les différentes sensibilités politiques ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

<b>Introduire la proportionnelle</b>	<b>42,0%</b>
Instaurer une dose de proportionnelle	40,4%
Instaurer la proportionnelle intégrale	1,7%
<b>Autres contributions</b>	<b>9,9%</b>
Autres éléments sur les partis politiques	2,5%
Autres éléments sur la démocratie	1,7%
Autres éléments sur les élus	1,1%
Autres éléments sur les députés	0,9%
Autres éléments sur l'élection présidentielle	0,8%
Autres éléments sur le respect	0,8%
Autres éléments sur les associations	0,5%
Autres éléments sur les formations	0,5%
<b>Modifier les règles des scrutins</b>	<b>8,0%</b>
Prendre en compte le vote blanc	2,6%
Réformer les élections législatives	1,9%
Conserver le scrutin majoritaire	1,1%
Instaurer le vote obligatoire	0,9%
Réglementer le temps de parole pendant les campagnes	0,5%
L'importance d'une majorité stable	0,4%



# Les propositions pour mieux représenter les différentes sensibilités politiques

Question 5. Que faudrait-il faire pour mieux représenter les différentes sensibilités politiques ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

Réformer le Parlement	3,7%
Améliorer la représentativité de l'Assemblée nationale	2,6%
Réformer ou supprimer le Sénat	1,6%
Renforcer la démocratie directe	1,9%
Des référendums	1,0%
Le Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC)	0,7%
Impliquer la société civile	0,4%
Rien	0,6%
Autres contributions trop peu citées ou inclassables	20,0%
Non réponses	31,5%



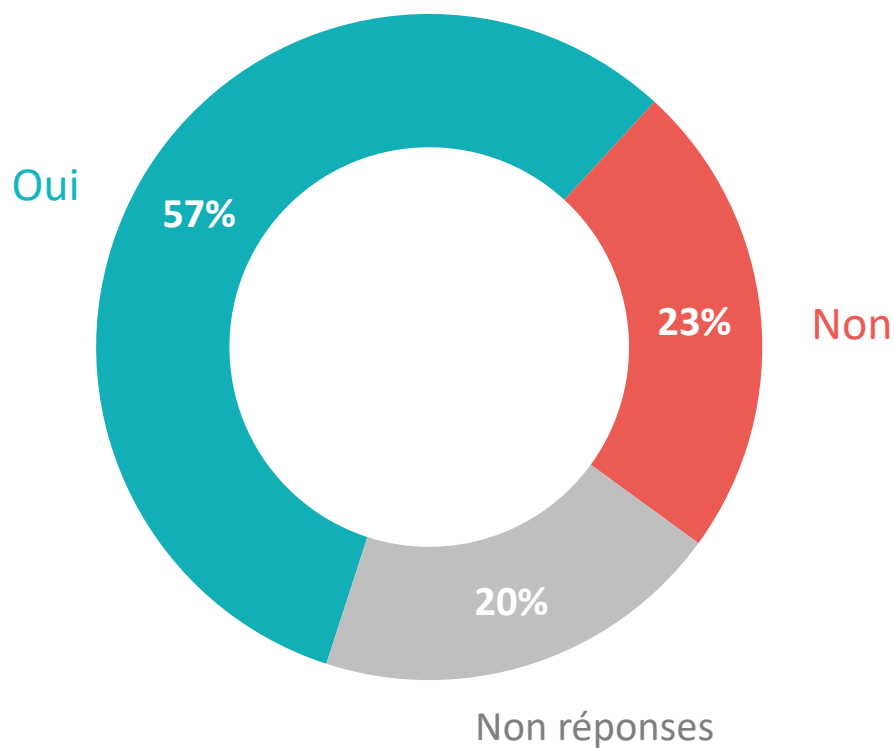
# L'opinion sur la réduction du nombre d'élus autres que parlementaires

Question 7b. Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre d'autres élus ?

*Une seule réponse possible*



118 536  
contributions







# L'opinion sur la réduction du nombre d'élus autres que parlementaires

Question 7b. Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre d'autres élus ?

Une seule réponse possible



116 549  
contributions

	% TOTAL	Région													
		Auvergne- Rhône- Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de- France	Normandie	Nouvelle Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	Outre- mer
Oui	<b>57%</b>	57%	59%	54%	59%	63%	58%	58%	53%	57%	58%	60%	56%	62%	63%
Non	<b>23%</b>	24%	22%	24%	24%	25%	22%	23%	25%	24%	23%	21%	24%	20%	21%
Non réponses	<b>20%</b>	19%	19%	22%	17%	12%	20%	19%	22%	19%	19%	19%	20%	18%	16%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# L'opinion sur la réduction du nombre d'élus autres que parlementaires

Question 7b. Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre d'autres élus ?

*Une seule réponse possible*



116 549  
contributions

	% TOTAL	Type de commune				Distance aux services publics			
		Commune rurale	Commune issue d'une unité urbaine de moins de 20 000 habitants	Commune issue d'une unité urbaine de 20 000 à moins de 100 000 habitants	Commune issue d'une unité urbaine de 100 000 habitants et plus	Très éloigné	Assez éloigné	Assez proche	Très proche
Oui	<b>57%</b>	57%	60%	59%	55%	58%	58%	60%	56%
Non	<b>23%</b>	24%	22%	22%	24%	24%	23%	22%	23%
Non réponses	<b>20%</b>	19%	18%	19%	21%	18%	19%	18%	21%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# L'opinion sur la réduction du nombre d'élus autres que parlementaires

Question 7b. Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre d'autres élus ?

*Une seule réponse possible*



116 549  
contributions

	% TOTAL	Type d'auteur				
		Citoyen / Citoyenne	Élu / élue et Institution	Sous-total Organisation	Organisation à but lucratif	Organisation à but non lucratif
Oui	57%	57%	55%	32%	47%	31%
Non	23%	23%	28%	19%	16%	19%
Non réponses	20%	20%	17%	49%	37%	50%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# L'opinion sur la réduction du nombre d'élus autres que parlementaires

Question 7b. Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre d'autres élus ?

*Une seule réponse possible*



118 356  
contributions

	% TOTAL	Mode de participation		L'opinion sur le non-cumul des mandats			La nécessité de rendre le vote obligatoire	
		Numérique	Papier	Une bonne chose	Une mauvaise chose	Je ne sais pas	Oui	Non
Oui	57%	57%	51%	69%	63%	57%	64%	60%
Non	23%	23%	23%	25%	33%	32%	23%	24%
Non réponses	20%	20%	26%	6%	4%	11%	13%	16%



# L'opinion sur la réduction du nombre d'élus autres que parlementaires

Question 7b. Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre d'autres élus ?

Une seule réponse possible



118 356  
contributions

	% TOTAL	La nécessité d'introduire une dose de proportionnelle					L'application de la laïcité		
		Sous-total Au moins une élection citée	Aux élections législatives	Aux élections régionales	Aux élections départementales	Il ne faut pas introduire de proportionnelle	Satisfaisante	A améliorer	A modifier profondément
Oui	57%	63%	63%	62%	61%	62%	57%	63%	67%
Non	23%	23%	23%	23%	24%	25%	28%	23%	19%
Non réponses	20%	14%	14%	15%	15%	13%	15%	14%	14%



# L'opinion sur la réduction du nombre d'élus autres que parlementaires

Question 7b. Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre d'autres élus ?

Une seule réponse possible



118 356  
contributions

	% TOTAL	La nécessité de prendre en compte le vote blanc		La nécessité de recourir davantage au referendum au niveau national		La nécessité de recourir davantage au referendum au niveau local		La nécessité de tirer au sort des citoyens pour les associer à la décision publique		
		Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Je ne sais pas
Oui	<b>57%</b>	66%	67%	62%	62%	62%	63%	62%	62%	59%
Non	<b>23%</b>	27%	29%	23%	25%	23%	24%	24%	24%	23%
Non réponses	<b>20%</b>	7%	4%	15%	13%	15%	13%	14%	14%	18%



# Les élus autres que parlementaires dont il faudrait réduire le nombre

Question 7c. Si oui, lesquels ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles

Question posée uniquement aux personnes ayant répondu qu'il faudrait réduire le nombre d'élus, autres que parlementaires



67 155  
contributions

Les sénateurs	24,3%
Les Sénateurs	19,3%
Supprimer le Sénat	6,2%
Les députés	21,1%
Les députés	21,1%
Les élus régionaux	13,2%
Les conseillers régionaux	8,0%
Les régions	5,6%
Le niveau intercommunal	13,0%
Les communautés de communes	7,9%
Les intercommunalités	5,4%
Les élus départementaux	10,0%
Les Conseillers départementaux	10,0%
Les élus communaux	7,3%
Les communes	4,5%
Trop d'élus dans les mairies	3,0%
Les élus (sans précision)	5,7%
Les élus (sans précision)	5,4%
Les élus locaux	4,9%
Les élus locaux (sans précision)	2,7%
Les collectivités locales	2,0%



# Les élus autres que parlementaires dont il faudrait réduire le nombre

Question 7c. Si oui, lesquels ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles

Question posée uniquement aux personnes ayant répondu qu'il faudrait réduire le nombre d'élus, autres que parlementaires



67 155  
contributions

Réduire la dépense publique	2,7%
Faire des économies sur les dépenses publiques	1,0%
Réduire les retraites des anciens élus	0,6%
Trop d'impôts (pour payer les élus, gaspillage)	0,4%
L'administration	2,6%
Réduire les différents niveaux administratifs de l'Etat	2,2%
Les hauts fonctionnaires	0,5%
Le niveau national	2,3%
Supprimer le CESE	1,9%
Le Conseil Constitutionnel	0,5%
Développer l'écoute des citoyens	2,2%
Plus de démocratie	0,6%
Mettre en place la proportionnelle	0,6%
Autres acteurs	1,0%
Les syndicats, les élus de syndicat	0,8%
Tous	1,9%
Autres contributions trop peu citées ou inclassables	18,6%
Non réponses	7,4%





# L'opinion sur la participation des citoyens aux élections et les propositions pour les inciter à y participer davantage

Question 8. Que pensez-vous de la participation des citoyens aux élections et comment les inciter à y participer davantage ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

<b>Rendre le vote obligatoire, sanctionner l'abstention</b>	<b>22,9%</b>
Rendre le vote obligatoire	20,1%
Sanctionner financièrement l'abstention (amende, etc.)	3,1%
Inciter à voter via des mesures fiscales	1,3%
Inciter à voter via les aides sociales	0,5%
<b>Prendre en compte le vote blanc</b>	<b>12,4%</b>
Prendre en compte le vote blanc	12,4%
<b>Améliorer le comportement des élus</b>	<b>6,6%</b>
Restaurer la confiance envers les élus par l'exemplarité, l'honnêteté, l'assiduité et la proximité	5,2%
Rendre exemplaire l'Etat, les élus et les responsables publics	0,7%
Renforcer la transparence des candidats	0,6%
<b>Autres contributions</b>	<b>6,4%</b>
Restaurer la confiance envers les élus, les institutions et le fonctionnement démocratique	3,5%
Améliorer la représentativité des partis politiques	0,8%
Améliorer la représentativité du système politique	0,6%
<b>Modifier les modes de scrutin, le corps électoral</b>	<b>6,2%</b>
Introduire la proportionnelle dans les scrutins	2,5%
Elargir le droit de vote (aux plus jeunes, aux résidents étrangers pour les élections locales)	1,3%
Changer les modes de scrutin	0,7%
Modifier les modalités de vote à l'élection présidentielle	0,7%
Radier les électeurs en cas d'abstention répétée	0,6%



# L'opinion sur la participation des citoyens aux élections et les propositions pour les inciter à y participer davantage

Question 8. Que pensez-vous de la participation des citoyens aux élections et comment les inciter à y participer davantage ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

<b>Agir sur les campagnes électorales et le respect des promesses</b>	<b>5,8%</b>
Respecter les résultats des référendums (ex: TCE en 2005)	2,8%
Respecter le vote des citoyens	1,8%
Respecter les promesses de campagne (et en faire moins)	1,0%
Respecter la liberté de ne pas voter	0,7%
<b>Renforcer l'esprit civique et citoyen</b>	<b>5,0%</b>
Renforcer l'éducation civique et la sensibilisation sur le vote dès le plus jeune âge	4,1%
Faire de la pédagogie adressée à tous sur le vote	0,6%
<b>Faciliter le vote</b>	<b>3,2%</b>
Rendre possible le vote en ligne, le vote électronique	2,3%
Faciliter l'accès aux bureaux de vote (ouverts sur plusieurs jours, en semaine, mobiles)	0,6%
<b>Les perceptions de la participation</b>	<b>1,9%</b>
Le taux de participation trop faible	1,3%
Le taux d'abstention trop élevé	0,5%
<b>Intégrer les citoyens dans les décisions, la démocratie participative</b>	<b>1,7%</b>
Développer l'engagement citoyen dans les associations	0,5%
<b>Commentaires sur les référendums</b>	<b>1,3%</b>
Instaurer le Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC)	1,2%
<b>Autres contributions trop peu citées ou inclassables</b>	<b>27,9%</b>
<b>Non réponses</b>	<b>24,4%</b>



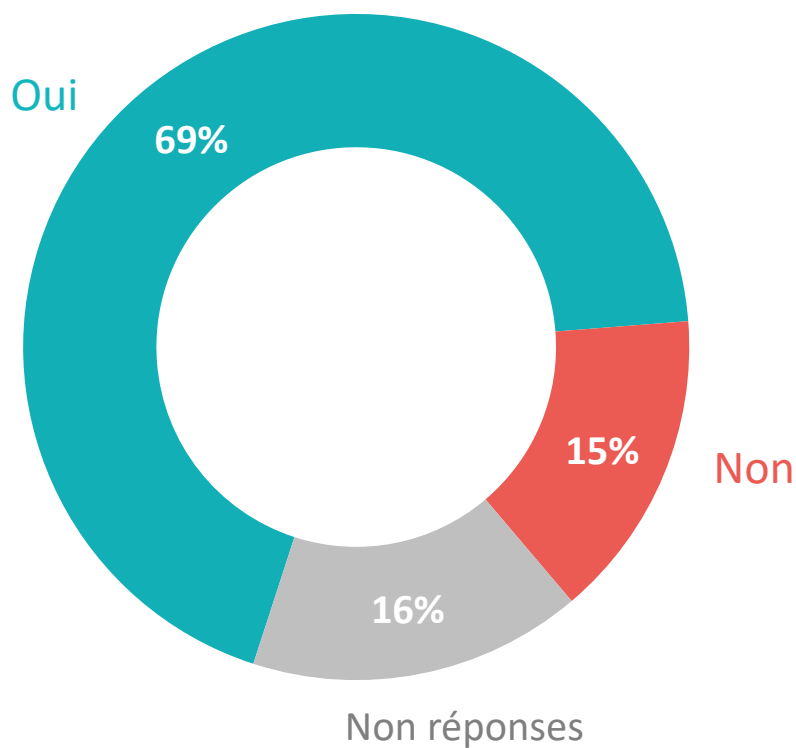
# L'opinion sur la nécessité de prendre en compte le vote blanc

Question 10a. Faut-il prendre en compte le vote blanc ?

*Une seule réponse possible*



118 356  
contributions





# L'opinion sur la nécessité de prendre en compte le vote blanc

Question 10a. Faut-il prendre en compte le vote blanc ?

Une seule réponse possible



116 549  
contributions

	%	Région													
		Auvergne- Rhône- Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de- France	Normandie	Nouvelle Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	Outre- mer
Oui	<b>69%</b>	71%	71%	69%	71%	76%	68%	69%	63%	70%	71%	72%	70%	72%	74%
Non	<b>15%</b>	14%	14%	13%	15%	14%	15%	15%	18%	16%	13%	13%	14%	14%	14%
Non réponses	<b>16%</b>	15%	15%	18%	14%	10%	17%	16%	19%	14%	16%	15%	16%	14%	12%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# L'opinion sur la nécessité de prendre en compte le vote blanc

Question 10a. Faut-il prendre en compte le vote blanc ?

*Une seule réponse possible*



116 549  
contributions

	% TOTAL	Type de commune				Distance aux services publics			
		Commune rurale	Commune issue d'une unité urbaine de moins de 20 000 habitants	Commune issue d'une unité urbaine de 20 000 à moins de 100 000 habitants	Commune issue d'une unité urbaine de 100 000 habitants et plus	Très éloigné	Assez éloigné	Assez proche	Très proche
Oui	<b>69%</b>	72%	72%	70%	67%	73%	72%	71%	67%
Non	<b>15%</b>	13%	14%	15%	16%	13%	13%	14%	16%
Non réponses	<b>16%</b>	15%	14%	15%	17%	14%	15%	15%	17%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# L'opinion sur la nécessité de prendre en compte le vote blanc

Question 10a. Faut-il prendre en compte le vote blanc ?

*Une seule réponse possible*



116 549  
contributions

	% TOTAL	Type d'auteur				
		Citoyen / Citoyenne	Élu / élue et Institution	Sous-total Organisation	Organisation à but lucratif	Organisation à but non lucratif
Oui	<b>69%</b>	69%	70%	45%	48%	45%
Non	<b>15%</b>	15%	15%	9%	15%	9%
Non réponses	<b>16%</b>	16%	15%	46%	37%	46%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# L'opinion sur la nécessité de prendre en compte le vote blanc

Question 10a. Faut-il prendre en compte le vote blanc ?

*Une seule réponse possible*



118 536  
contributions

	% TOTAL	Mode de participation		L'opinion sur le non-cumul des mandats			La nécessité de rendre le vote obligatoire	
		Numérique	Papier	Une bonne chose	Une mauvaise chose	Je ne sais pas	Oui	Non
Oui	69%	69%	67%	81%	72%	76%	76%	67%
Non	15%	15%	12%	16%	25%	19%	14%	20%
Non réponses	16%	16%	21%	3%	3%	5%	10%	13%



# L'opinion sur la nécessité de prendre en compte le vote blanc

Question 10a. Faut-il prendre en compte le vote blanc ?

Une seule réponse possible



118 356  
contributions

	% TOTAL	La nécessité d'introduire une dose de proportionnelle					L'application de la laïcité		
		Sous-total Au moins une élection citée	Aux élections législatives	Aux élections régionales	Aux élections départementales	Il ne faut pas introduire de proportionnelle	Satisfaisante	A améliorer	A modifier profondément
Oui	69%	75%	76%	76%	76%	59%	70%	73%	74%
Non	15%	14%	12%	12%	12%	30%	19%	16%	14%
Non réponses	16%	11%	12%	12%	12%	11%	11%	11%	12%





# L'opinion sur la nécessité de prendre en compte le vote blanc

Question 10a. Faut-il prendre en compte le vote blanc ?

*Une seule réponse possible*



118 356  
contributions

	% TOTAL	La nécessité de recourir davantage au referendum au niveau national		La nécessité de recourir davantage au referendum au niveau local		La nécessité de tirer au sort des citoyens pour les associer à la décision publique		
		Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Je ne sais pas
Oui	<b>69%</b>	78%	65%	74%	63%	77%	63%	72%
Non	<b>15%</b>	10%	25%	14%	26%	12%	25%	14%
Non réponses	<b>16%</b>	12%	10%	12%	11%	11%	12%	14%



# Les propositions pour prendre en compte le vote blanc

Question 10b. Si oui, de quelle manière ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles

Question posée uniquement aux personnes ayant répondu qu'il faut prendre en compte le vote blanc



81 342  
contributions

<b>En comptabilisant le vote blanc</b>	<b>49,9%</b>
En reconnaissant le vote blanc	37,8%
En comptabilisant le vote blanc comme un suffrage exprimé	16,6%
En prenant en compte le vote blanc dans l'établissement de la majorité absolue	1,7%
En comptabilisant le vote blanc comme un parti politique	0,7%
En comptabilisant le vote blanc comme un vote normal	0,5%
<b>En l'associant à d'autres modifications de l'élection</b>	<b>5,4%</b>
En l'associant à l'obligation de voter	2,4%
En introduisant un scrutin proportionnel	1,5%
En assurant un scrutin représentatif	0,7%
En créant / matérialisant un bulletin blanc	0,6%
<b>En invalidant le scrutin en fonction du vote blanc</b>	<b>4,2%</b>
En invalidant le scrutin en fonction du vote blanc	1,3%
En invalidant le scrutin si le vote blanc arrive en tête	1,3%
En invalidant le scrutin si le vote blanc détient la majorité	1,2%
<b>Autres contributions trop peu citées ou inclassables</b>	<b>27,6%</b>
<b>Non réponses</b>	<b>20,7%</b>



# Les propositions pour améliorer la participation des citoyens aux grandes orientations et à la décision publique

Question 11. Que faudrait-il faire aujourd'hui pour mieux associer les citoyens aux grandes orientations et à la décision publique ? Comment mettre en place une démocratie plus participative ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

<b>Mettre en place des référendums</b>	<b>27,6%</b>
Le référendum	21,0%
Le Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC)	7,5%
Le référendum d'initiative populaire (RIP)	0,9%
Les référendums locaux	0,5%
<b>Repenser le rôle des élus et des institutions</b>	<b>10,4%</b>
Que les députés soient plus à l'écoute et plus proches des citoyens	3,5%
Plus d'obligations et de disponibilité des élus	3,1%
Repenser le rôle, le fonctionnement et la position de l'Etat	1,8%
Repenser le rôle du Sénat	1,5%
Revoir le fonctionnement de l'Assemblée nationale	1,3%
Repenser le rôle du CESE	0,8%
<b>Mobiliser l'échelon local</b>	<b>7,1%</b>
S'appuyer davantage sur les mairies	5,2%
S'appuyer davantage sur les élus locaux	0,7%
S'appuyer davantage sur les régions	0,6%
S'appuyer davantage sur les intercommunalités	0,5%



# Les propositions pour améliorer la participation des citoyens aux grandes orientations et à la décision publique

Question 11. Que faudrait-il faire aujourd'hui pour mieux associer les citoyens aux grandes orientations et à la décision publique ? Comment mettre en place une démocratie plus participative ?



118 356  
contributions

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles

<b>Développer la participation citoyenne</b>	<b>6,2%</b>
Développer la démocratie participative	2,2%
Promouvoir les débats publics	1,1%
Mettre en place des assemblées citoyennes	0,9%
Promouvoir les réunions publiques	0,9%
Le grand débat national	0,6%
Mettre en place des budgets participatifs	0,5%
Davantage de démocratie directe	0,4%
<b>Faire évoluer le système électoral et les élections</b>	<b>5,7%</b>
Rendre le vote obligatoire	0,9%
Améliorer la représentativité des partis politiques	0,6%
Davantage de proportionnelle	0,6%
Désigner des citoyens tirés au sort sur les listes électorales pour participer à des assemblées	0,5%
Revoir les conditions de mise en place de l'élection présidentielle	0,5%
Prendre en compte les votes blancs	0,4%
<b>Préserver la démocratie</b>	<b>5,5%</b>
La démocratie est un bien précieux	3,2%
Respecter les fondamentaux de notre démocratie (parité, séparation des pouvoirs, libertés, droits et devoirs ...)	1,6%
Renforcer la transparence	0,6%
Maintenir la démocratie représentative	0,5%



# Les propositions pour améliorer la participation des citoyens aux grandes orientations et à la décision publique

Question 11. Que faudrait-il faire aujourd'hui pour mieux associer les citoyens aux grandes orientations et à la décision publique ? Comment mettre en place une démocratie plus participative ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

Les sujets sur lesquels consulter les citoyens	4,3%
Les impôts	1,0%
Les retraites	0,7%
Les questions environnementales	0,7%
L'immigration	0,6%
Les questions de santé	0,5%
Les questions de sécurité	0,4%
Mieux sensibiliser et informer	4,1%
Promouvoir l'éducation citoyenne, notamment à l'école	1,5%
Faire plus de pédagogie sur les politiques publiques	0,8%
Rendre plus accessibles les projets de loi	0,6%
Mieux informer sur les dépenses publiques	0,6%
Mieux informer par les réseaux sociaux	0,5%
Mobiliser les corps intermédiaires et la société civile	3,9%
Aider les associations	2,5%
Accroître la place des syndicats (présence en assemblée, plus représentatifs ...)	0,9%
Ecouter les revendications des gilets jaunes	0,5%
Mieux prendre en compte les corps intermédiaires	0,4%



# Les propositions pour améliorer la participation des citoyens aux grandes orientations et à la décision publique

Question 11. Que faudrait-il faire aujourd'hui pour mieux associer les citoyens aux grandes orientations et à la décision publique ? Comment mettre en place une démocratie plus participative ?

*Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles*



118 356  
contributions

Consulter les citoyens sur des sujets précis	3,7%
Consulter davantage sur les grands sujets de société	1,4%
Les consultations citoyennes	0,5%
S'appuyer sur les nouvelles technologies	0,5%
Autres contributions trop peu citées ou inclassables	25,2%
Non réponses	26,1%



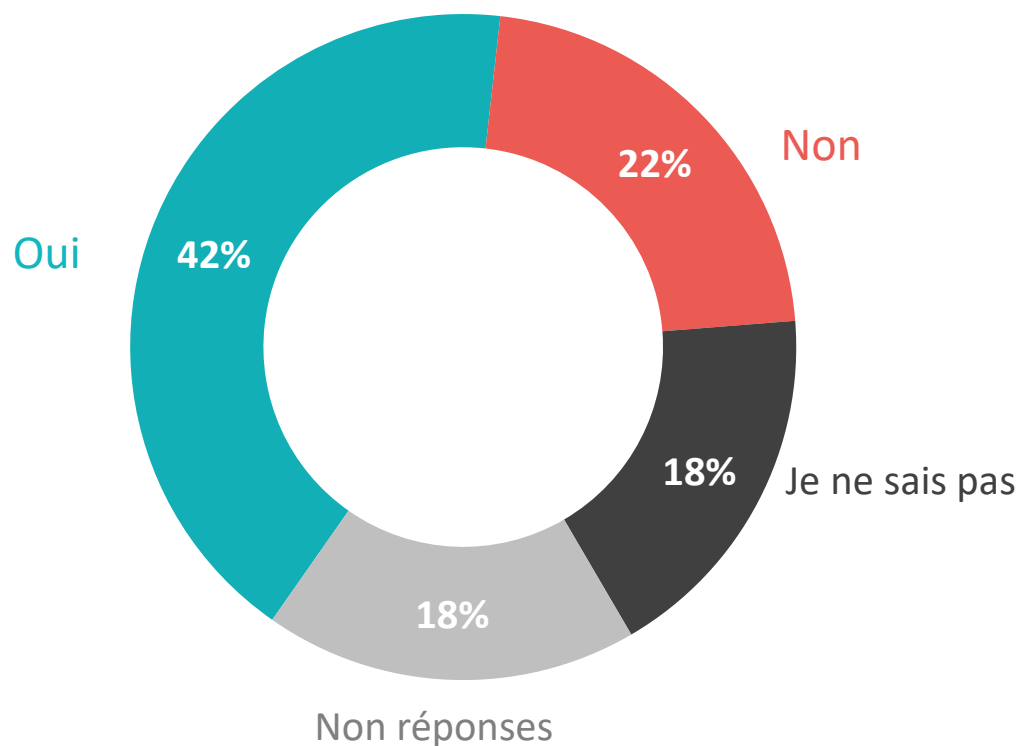
# L'opinion sur la nécessité de faciliter le déclenchement du référendum d'initiative partagée

Question 13a. Faut-il faciliter le déclenchement du référendum d'initiative partagée (le RIP est organisé à l'initiative de membres du Parlement soutenu par une partie du corps électoral) qui est applicable depuis 2015 ?

*Une seule réponse possible*



118 356  
contributions





# L'opinion sur la nécessité de faciliter le déclenchement du référendum d'initiative partagée

Question 13a. Faut-il faciliter le déclenchement du référendum d'initiative partagée (le RIP est organisé à l'initiative de membres du Parlement soutenu par une partie du corps électoral) qui est applicable depuis 2015 ?

*Une seule réponse possible*



116 549  
contributions

	% TOTAL	Région													
		Auvergne- Rhône- Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de- France	Normandie	Nouvelle Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	Outre- mer
Oui	<b>42%</b>	44%	44%	43%	42%	49%	43%	42%	38%	42%	43%	44%	42%	45%	48%
Non	<b>22%</b>	20%	21%	20%	23%	24%	21%	21%	25%	22%	21%	20%	20%	23%	19%
Je ne sais pas	<b>18%</b>	19%	18%	17%	19%	16%	17%	19%	17%	18%	18%	19%	20%	17%	18%
Non réponses	<b>18%</b>	17%	17%	20%	16%	11%	19%	18%	20%	18%	18%	17%	18%	15%	15%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques





# L'opinion sur la nécessité de faciliter le déclenchement du référendum d'initiative partagée

Question 13a. Faut-il faciliter le déclenchement du référendum d'initiative partagée (le RIP est organisé à l'initiative de membres du Parlement soutenu par une partie du corps électoral) qui est applicable depuis 2015 ?

*Une seule réponse possible*



116 549  
contributions

	% TOTAL	Type de commune				Distance aux services publics			
		Commune rurale	Commune issue d'une unité urbaine de moins de 20 000 habitants	Commune issue d'une unité urbaine de 20 000 à moins de 100 000 habitants	Commune issue d'une unité urbaine de 100 000 habitants et plus	Très éloigné	Assez éloigné	Assez proche	Très proche
Oui	<b>42%</b>	44%	45%	44%	40%	44%	44%	44%	41%
Non	<b>22%</b>	20%	21%	21%	23%	21%	21%	21%	23%
Je ne sais pas	<b>18%</b>	18%	18%	18%	18%	18%	18%	19%	17%
Non réponses	<b>18%</b>	18%	16%	17%	19%	17%	17%	16%	19%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# L'opinion sur la nécessité de faciliter le déclenchement du référendum d'initiative partagée

Question 13a. Faut-il faciliter le déclenchement du référendum d'initiative partagée (le RIP est organisé à l'initiative de membres du Parlement soutenu par une partie du corps électoral) qui est applicable depuis 2015 ?

*Une seule réponse possible*



116 549  
contributions

	% TOTAL	Type d'auteur				
		Citoyen / Citoyenne	Élu / élue et Institution	Sous-total Organisation	Organisation à but lucratif	Organisation à but non lucratif
Oui	42%	42%	44%	30%	28%	30%
Non	22%	22%	22%	12%	24%	11%
Je ne sais pas	18%	18%	17%	10%	10%	10%
Non réponses	18%	18%	17%	48%	38%	49%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# L'opinion sur la nécessité de faciliter le déclenchement du référendum d'initiative partagée

Question 13a. Faut-il faciliter le déclenchement du référendum d'initiative partagée (le RIP est organisé à l'initiative de membres du Parlement soutenu par une partie du corps électoral) qui est applicable depuis 2015 ?

*Une seule réponse possible*



118 356  
contributions

	% TOTAL	Mode de participation		L'opinion sur le non-cumul des mandats			La nécessité de rendre le vote obligatoire	
		Numérique	Papier	Une bonne chose	Une mauvaise chose	Je ne sais pas	Oui	Non
Oui	<b>42%</b>	42%	34%	51%	46%	40%	46%	43%
Non	<b>22%</b>	22%	17%	24%	34%	25%	23%	25%
Je ne sais pas	<b>18%</b>	18%	22%	20%	16%	30%	19%	18%
Non réponses	<b>18%</b>	18%	27%	5%	4%	5%	12%	14%



# L'opinion sur la nécessité de faciliter le déclenchement du référendum d'initiative partagée

Question 13a. Faut-il faciliter le déclenchement du référendum d'initiative partagée (le RIP est organisé à l'initiative de membres du Parlement soutenu par une partie du corps électoral) qui est applicable depuis 2015 ?

*Une seule réponse possible*



118 356  
contributions

	% TOTAL	La nécessité d'introduire une dose de proportionnelle					L'application de la laïcité		
		Sous-total Au moins une élection citée	Aux élections législatives	Aux élections régionales	Aux élections départementales	Il ne faut pas introduire de proportionnelle	Satisfaisante	A améliorer	A modifier profondément
Oui	<b>42%</b>	49%	51%	51%	50%	28%	43%	45%	47%
Non	<b>22%</b>	20%	19%	19%	19%	41%	26%	23%	21%
Je ne sais pas	<b>18%</b>	18%	17%	17%	17%	19%	18%	19%	18%
Non réponses	<b>18%</b>	13%	13%	13%	14%	12%	13%	13%	14%



# L'opinion sur la nécessité de faciliter le déclenchement du référendum d'initiative partagée

Question 13a. Faut-il faciliter le déclenchement du référendum d'initiative partagée (le RIP est organisé à l'initiative de membres du Parlement soutenu par une partie du corps électoral) qui est applicable depuis 2015 ?

*Une seule réponse possible*



118 356  
contributions

	% TOTAL	La nécessité de prendre en compte le vote blanc		La nécessité de recourir davantage au referendum au niveau national		La nécessité de recourir davantage au referendum au niveau local		La nécessité de tirer au sort des citoyens pour les associer à la décision publique		
		Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Je ne sais pas
Oui	<b>42%</b>	52%	35%	60%	25%	49%	23%	51%	36%	37%
Non	<b>22%</b>	22%	43%	10%	42%	19%	46%	19%	35%	18%
Je ne sais pas	<b>18%</b>	21%	19%	16%	22%	19%	19%	18%	16%	30%
Non réponses	<b>18%</b>	5%	3%	14%	11%	13%	12%	12%	13%	15%



# Les propositions pour faciliter le déclenchement du référendum d'initiative partagée

Question 13b. Si oui, comment ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles

Question posée uniquement aux personnes ayant répondu qu'il faut faciliter le déclenchement du référendum d'initiative partagée



49 626  
contributions

<b>Faciliter les conditions de déclenchement</b>	<b>20,5%</b>
En abaissant les seuils de déclenchement	14,4%
En permettant au corps électoral de prendre cette initiative	4,1%
En abaissant le nombre de parlementaires nécessaires	1,5%
En permettant aux associations de prendre cette initiative	0,8%
<b>Les types de référendums liés</b>	<b>6,7%</b>
Y associer un référendum d'initiative citoyenne (RIC)	5,8%
Il faut un référendum d'initiative populaire et non pas partagée	0,6%
<b>Les sujets abordés</b>	<b>2,5%</b>
Le référendum ne doit pas permettre de voter sur la peine de mort	0,8%
Le référendum doit servir à aborder les sujets importants	0,7%
<b>L'implication des institutions</b>	<b>1,5%</b>
En mettant en place un contrôle par le Conseil Constitutionnel	1,0%
<b>Les moyens à mettre en place</b>	<b>1,3%</b>
<b>L'impact sur la démocratie</b>	<b>0,2%</b>
<b>Autres contributions trop peu citées ou inclassables</b>	<b>22,7%</b>
<b>Non réponses</b>	<b>46,1%</b>



# Les propositions pour consulter plus directement les citoyens sur l'utilisation de l'argent public par l'Etat et les collectivités

Question 15. Que faudrait-il faire pour consulter plus directement les citoyens sur l'utilisation de l'argent public, par l'Etat et les collectivités ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

<b>Rendre transparentes les dépenses</b>	<b>19,7%</b>
Mettre à disposition des citoyens le détail des dépenses publiques	11,4%
Plus de transparence	4,1%
Contrôler et informer sur l'utilisation des impôts	3,7%
Informier et échanger dans les communes	1,8%
Respect des promesses, des avis citoyens et administratifs	0,7%
Faire de la pédagogie sur les dépenses et la prise de décision	0,6%
<b>Mettre en place des référendums</b>	<b>11,7%</b>
Mettre en place des référendums	8,7%
Créer le Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC)	2,5%
Créer le Référendum d'Initiative Populaire (RIP)	0,8%
<b>Les acteurs légitimes pour contrôler la dépense publique</b>	<b>8,2%</b>
Renforcer la Cour des Comptes	4,5%
Renforcer le contrôle administratif	1,3%
Contrôle par des associations de citoyens	1,2%
Impliquer les citoyens au niveau des collectivités territoriales	0,5%
<b>Les domaines de dépenses à contrôler</b>	<b>7,9%</b>
Contrôler les dépenses de l'Etat	2,9%
Contrôler le rôle et le comportement des élus	2,0%
Contrôler l'administration	0,7%
Contrôler le financement des services publics	0,6%
Contrôler les collectivités locales	0,5%
Contrôler les députés	0,5%
Contrôler et renforcer la transparence dans les régions	0,5%



# Les propositions pour consulter plus directement les citoyens sur l'utilisation de l'argent public par l'Etat et les collectivités

Question 15. Que faudrait-il faire pour consulter plus directement les citoyens sur l'utilisation de l'argent public, par l'Etat et les collectivités ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

<b>Développer la démocratie participative</b>	<b>4,0%</b>
Mettre en place des budgets participatifs	0,8%
Consulter les citoyens par la déclaration d'impôts	0,6%
Informer et échanger dans des réunions publiques	0,6%
Organiser des consultations citoyennes	0,5%
Informer et décider dans des assemblées citoyennes	0,4%
<b>Utiliser les consultations en ligne</b>	<b>1,6%</b>
Consulter les citoyens en ligne	0,5%
Consulter les citoyens par vote en ligne	0,5%
<b>Les solutions politiques</b>	<b>1,2%</b>
Respecter les principes démocratiques	0,6%
<b>Les domaines principaux sur lesquels les citoyens doivent être consultés</b>	<b>1,1%</b>
Les dépenses de santé	0,7%
<b>Autres contributions</b>	<b>0,9%</b>
<b>Autres contributions trop peu citées ou inclassables</b>	<b>28,6%</b>
<b>Non réponses</b>	<b>32,6%</b>





# Le rôle que doivent jouer les assemblées pour représenter les territoires et la société civile

Question 16a. Quel rôle nos assemblées, dont le Sénat et le Conseil économique, social et environnemental, doivent-elles jouer pour représenter nos territoires et la société civile ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

<b>Supprimer le CESE</b>	<b>14,2%</b>
Il faut supprimer le CESE	14,4%
<b>Supprimer le Sénat</b>	<b>13,7%</b>
Il faut supprimer le Sénat	13,2%
<b>Une meilleure représentativité des assemblées</b>	<b>4,8%</b>
Les assemblées doivent représenter la société civile et en sont actuellement trop éloignées	2,7%
Il faut davantage de représentativité de ces assemblées	0,8%
Il faut intégrer de la proportionnelle dans les modes de scrutin	0,7%
Les assemblées doivent proposer des référendums	0,6%
<b>Conserver / renforcer le rôle des assmeblées</b>	<b>3,2%</b>
Il faut renforcer le rôle du Sénat	0,5%
Les assemblées doivent conserver leur rôle actuel	0,5%
Les assemblées doivent avoir plus de pouvoir	0,5%
<b>La perception des élus</b>	<b>3,1%</b>
Les sénateurs et députés doivent davantage aller sur le terrain	2,3%
Donner plus d'importance aux élus locaux	0,6%
<b>Les liens des assemblées avec les collectivités territoriales</b>	<b>2,0%</b>
Donner plus de pouvoir et d'autonomie aux régions	0,7%
Ne connaît pas le rôle des CESER	0,5%
Les maires doivent avoir plus de pouvoir	0,4%



# Le rôle que doivent jouer les assemblées pour représenter les territoires et la société civile

Question 16a. Quel rôle nos assemblées, dont le Sénat et le Conseil économique, social et environnemental, doivent-elles jouer pour représenter nos territoires et la société civile ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

<b>Les critiques adressées aux assemblées</b>	<b>2,2%</b>
Le Sénat et le CESE sont de vraies maisons de retraite pour politiciens	0,6%
Le CESE est une dépense inutile	0,6%
Supprimer les comités Théodule	0,5%
Les assemblées doivent respecter les citoyens	0,5%
<b>Les liens que doivent entretenir les assemblées avec les autres acteurs</b>	<b>1,6%</b>
Davantage prendre en compte les associations	1,2%
Donner plus d'importance aux syndicats	0,5%
<b>Le rôle des autres institutions</b>	<b>1,2%</b>
Renforcer le rôle de la Cour des Comptes	0,9%
<b>Le mode de fonctionnement des assemblées</b>	<b>0,8%</b>
Davantage de transparence	0,5%
<b>La perception de l'Assemblée nationale</b>	<b>0,4%</b>
<b>Aucun</b>	<b>0,5%</b>
<b>Autres contributions trop peu citées ou inclassables</b>	<b>29,6%</b>
<b>Non réponses</b>	<b>44,1%</b>



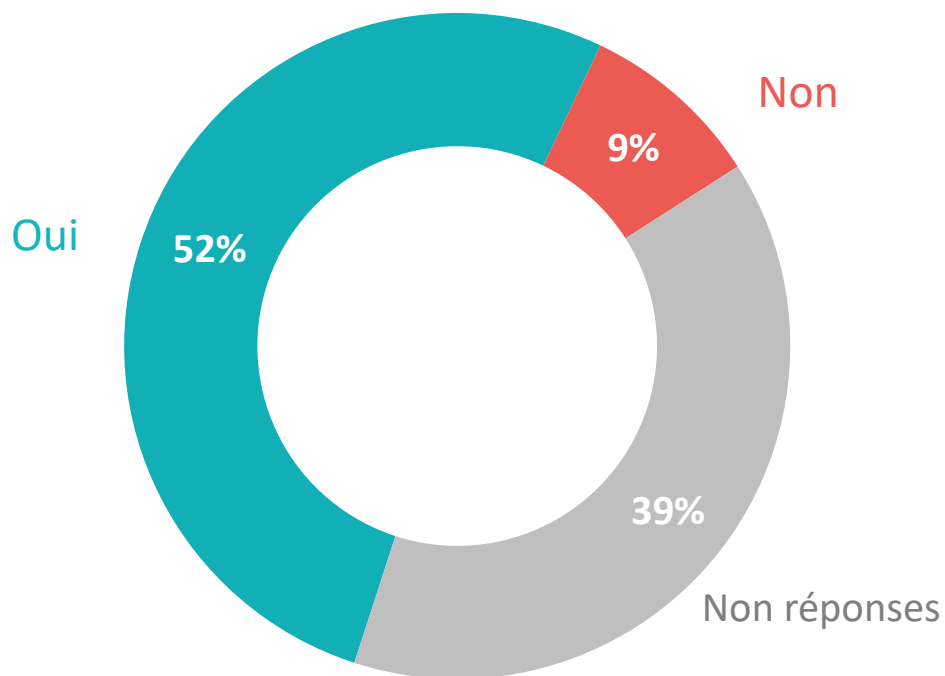
# L'opinion sur la nécessité de transformer les assemblées

Question 16b. Faut-il les transformer ?

*Une seule réponse possible*



118 356  
contributions





# L'opinion sur la nécessité de transformer les assemblées

Question 16b. Faut-il les transformer ?

*Une seule réponse possible*



116 549  
contributions

	%	Région													
		Auvergne- Rhône- Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de- France	Normandie	Nouvelle Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	Outre- mer
Oui	<b>53%</b>	52%	53%	53%	55%	59%	52%	53%	51%	53%	54%	55%	52%	54%	58%
Non	<b>9%</b>	9%	9%	8%	10%	10%	9%	9%	10%	10%	8%	8%	8%	9%	9%
Non réponses	<b>38%</b>	39%	38%	39%	35%	31%	39%	38%	39%	37%	38%	37%	40%	37%	33%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# L'opinion sur la nécessité de transformer les assemblées

Question 16b. Faut-il les transformer ?

*Une seule réponse possible*



116 549  
contributions

	% TOTAL	Type de commune				Distance aux services publics			
		Commune rurale	Commune issue d'une unité urbaine de moins de 20 000 habitants	Commune issue d'une unité urbaine de 20 000 à moins de 100 000 habitants	Commune issue d'une unité urbaine de 100 000 habitants et plus	Très éloigné	Assez éloigné	Assez proche	Très proche
Oui	<b>53%</b>	54%	54%	54%	52%	54%	54%	54%	52%
Non	<b>9%</b>	8%	9%	9%	9%	9%	8%	8%	9%
Non réponses	<b>38%</b>	38%	37%	37%	39%	37%	38%	38%	39%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# L'opinion sur la nécessité de transformer les assemblées

Question 16b. Faut-il les transformer ?

*Une seule réponse possible*



116 549  
contributions

	% TOTAL	Type d'auteur				
		Citoyen / Citoyenne	Élu / élue et Institution	Sous-total Organisation	Organisation à but lucratif	Organisation à but non lucratif
Oui	<b>53%</b>	53%	57%	36%	47%	35%
Non	<b>9%</b>	9%	11%	6%	7%	6%
Non réponses	<b>38%</b>	38%	32%	58%	46%	59%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# L'opinion sur la nécessité de transformer les assemblées

Question 16b. Faut-il les transformer ?

*Une seule réponse possible*



118 356  
contributions

	% TOTAL	Mode de participation		L'opinion sur le non-cumul des mandats			La nécessité de rendre le vote obligatoire	
		Numérique	Papier	Une bonne chose	Une mauvaise chose	Je ne sais pas	Oui	Non
Oui	52%	53%	38%	63%	61%	52%	59%	55%
Non	9%	9%	11%	9%	16%	12%	9%	9%
Non réponses	39%	38%	51%	28%	23%	36%	32%	36%



# L'opinion sur la nécessité de transformer les assemblées

Question 16b. Faut-il les transformer ?

Une seule réponse possible



118 356  
contributions

	% TOTAL	La nécessité d'introduire une dose de proportionnelle					L'application de la laïcité		
		Sous-total Au moins une élection citée	Aux élections législatives	Aux élections régionales	Aux élections départementales	Il ne faut pas introduire de proportionnelle	Satisfaisante	A améliorer	A modifier profondément
Oui	52%	59%	59%	59%	59%	52%	54%	58%	60%
Non	9%	8%	8%	8%	8%	14%	11%	9%	8%
Non réponses	39%	33%	33%	33%	33%	34%	35%	33%	32%





# L'opinion sur la nécessité de transformer les assemblées

## Question 16b. Faut-il les transformer ?

*Une seule réponse possible*



118 356  
contributions

	% TOTAL	La nécessité de prendre en compte le vote blanc		La nécessité de recourir davantage au referendum au niveau national		La nécessité de recourir davantage au referendum au niveau local		La nécessité de tirer au sort des citoyens pour les associer à la décision publique		
		Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Je ne sais pas
Oui	<b>52%</b>	62%	60%	59%	55%	58%	53%	60%	54%	49%
Non	<b>9%</b>	9%	16%	7%	12%	8%	13%	8%	13%	8%
Non réponses	<b>39%</b>	29%	24%	34%	33%	34%	34%	32%	33%	43%



# Les propositions pour transformer les assemblées

## Question 16c. Si oui, comment ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles

Question posée uniquement aux personnes ayant répondu qu'il faut transformer les assemblées



62 098  
contributions

<b>Supprimer des assemblées</b>	<b>39,2%</b>
Supprimer le Sénat	20,0%
Supprimer le CESE	19,6%
Supprimer les assemblées (sans précision)	13,1%
Fusionner le Sénat et le CESE	1,5%
Supprimer les CESER	0,6%
<b>Réduire le rôle ou mieux contrôler les assemblées</b>	<b>17,8%</b>
Elire le Sénat au scrutin universel direct	10,5%
Réduire le nombre de députés	6,9%
Publier et réduire les dépenses du Parlement	2,5%
Renforcer les pouvoirs de la Cour des Comptes	1,0%
Supprimer les avantages des parlementaires	0,7%
<b>Modifier les modes d'élection des assemblées</b>	<b>6,5%</b>
Elire le Parlement au scrutin proportionnel	3,0%
Elire le Sénat au scrutin universel direct	1,8%
Modifier le mode de scrutin pour l'élection du Parlement	1,1%
Modifier la sélection des grands électeurs pour l'élection du Sénat	0,7%
Elargir et modifier le mode de nomination des membres du Conseil constitutionnel	0,7%



# Les propositions pour transformer les assemblées

Question 16c. Si oui, comment ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles

Question posée uniquement aux personnes ayant répondu qu'il faut transformer les assemblées



62 098  
contributions

<b>Changer les pratiques des élus</b>	<b>6,4%</b>
Réduire le nombre, les rémunérations et les avantages des élus	2,9%
Renforcer l'exemplarité des élus	1,8%
Améliorer la représentativité des élus	1,1%
Rendre la présence des parlementaires obligatoire	0,6%
<b>Favoriser la participation citoyenne</b>	<b>5,4%</b>
Intégrer des personnes issues de la société civile	2,0%
Ouvrir le Parlement aux associations	1,6%
Organiser un référendum sur la suppression du Sénat	0,9%
Intégrer les syndicats dans les assemblées	0,9%
Créer une assemblée citoyenne à la place du Sénat	0,6%
<b>Renforcer les assemblées</b>	<b>3,9%</b>
Renforcer le rôle de l'Assemblée nationale	3,5%
Renforcer le rôle du CESE	0,4%
<b>Réformer l'organisation de la République</b>	<b>2,7%</b>
Réformer notre démocratie	1,0%
Elire tous les parlementaires au suffrage universel direct	0,5%
Réduire l'influence des partis politiques	0,5%
<b>Ouvrir le Parlement aux institutions locales</b>	<b>1,7%</b>
Plus de compétences pour les régions	0,5%
<b>Autres contributions trop peu citées ou inclassables</b>	<b>12,1%</b>
<b>Non réponses</b>	<b>18,8%</b>

**b.**



**VIE CITOYENNE**



# Les propositions pour renforcer les principes de la laïcité dans le rapport entre l'Etat et les religions

Question 18. Que proposez-vous pour renforcer les principes de la laïcité dans le rapport entre l'Etat et les religions de notre pays ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

<b>Réellement appliquer la loi</b>	<b>13,0%</b>
Appliquer la loi de 1905	10,8%
La supériorité des lois de la République sur les dogmes religieux	1,1%
Ne pas changer la loi de 1905	0,6%
Le rôle de la Justice dans la protection de la laïcité	0,4%
<b>Insister sur les valeurs du vivre-ensemble</b>	<b>10,3%</b>
Le respect, la tolérance de tous	8,5%
Le vivre-ensemble	0,9%
La laïcité est un principe fondamental de la démocratie	0,6%
<b>Appliquer et apprendre la laïcité à l'école</b>	<b>7,6%</b>
Enseigner l'éducation civique	5,5%
Enseigner dès l'école primaire la laïcité, la loi 1905 et l'instruction civique	0,7%
Former à la laïcité dans l'Education nationale	0,5%
<b>Interdire les signes religieux</b>	<b>6,9%</b>
Interdire les signes religieux dans l'espace public	6,1%
<b>Autres contributions</b>	<b>6,6%</b>
Renforcer le rôle de l'Etat dans l'application de la laïcité	6,2%
<b>Affirmer la dimension privée et individuelle de la religion</b>	<b>5,3%</b>
Le respect de la liberté de culte	3,2%
La religion est une affaire privée et doit rester dans la sphère privée	2,0%



# Les propositions pour renforcer les principes de la laïcité dans le rapport entre l'Etat et les religions

Question 18. Que proposez-vous pour renforcer les principes de la laïcité dans le rapport entre l'Etat et les religions de notre pays ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

Réguler la place et l'influence de certaines religions	5,1%
Traiter les religions sur un pied d'égalité	2,2%
La religion musulmane pose problème	1,1%
Réguler la place de la religion catholique	1,0%
La pratique religieuse doit se tenir à l'écart de l'espace public	0,7%
Réguler le financement des cultes	3,4%
Supprimer, réduire les subventions ou assurer un meilleur contrôle des écoles privées/confessionnelles	1,2%
Interdire le financement du culte par l'Etat	1,1%
Garantir la neutralité des acteurs et des lieux publics	2,0%
Pas de port de signes religieux dans l'administration	1,3%
Contrôler l'influence des associations	1,7%
La question de l'intervention étrangère	1,5%
Mettre en place des sanctions	1,4%
Fermer des lieux de culte formulant des propos contre la République	1,1%
Contrôler et former les responsables religieux	1,4%
Former le personnel religieux	1,2%
Garantir la sécurité et l'ordre public	0,7%
Mieux gérer l'immigration	0,7%
Limitier voire arrêter totalement l'immigration	0,4%
Appliquer la laïcité dans la médecine et les hôpitaux	0,5%
Prendre en compte l'héritage culturel chrétien	0,3%
Rien	0,5%
Autres contributions trop peu citées ou inclassables	27,0%
Non réponses	33,9%



# Les propositions pour garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs de la République

Question 19. Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la République ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

<b>Par l'enseignement</b>	<b>30,9%</b>
C'est le rôle de l'école / l'Education nationale	17,6%
Enseigner le respect	9,2%
Réhabiliter l'éducation / instruction civique	8,8%
Dispenser des formations pour les jeunes / les adultes	2,5%
Enseigner ce qu'est la citoyenneté	1,7%
Enseigner le vivre ensemble	0,9%
<b>Par le respect des lois et des valeurs</b>	<b>9,4%</b>
Faire appliquer les lois de la République	3,1%
Enseigner et faire respecter la valeur de liberté	2,6%
Enseigner et faire respecter l'égalité	2,4%
Enseigner et faire respecter les principes et valeurs de la République	1,9%
Enseigner et faire respecter la fraternité	1,6%
Enseigner et faire respecter la démocratie	0,9%
<b>Par les différents acteurs</b>	<b>8,7%</b>
C'est le rôle l'éducation familiale	3,7%
Par l'exemplarité des élus et des élites	2,4%
Les associations doivent aider et respecter ces valeurs	1,2%



# Les propositions pour garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs de la République

Question 19. Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la République ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

Par des sanctions	4,2%
Avoir une Justice plus sévère, sanctionnant davantage	1,8%
L'Etat doit faire preuve de plus de fermeté, sanctionner ceux qui ne respectent pas ces valeurs	1,2%
Pénaliser les infractions et incivilités par des amendes	0,6%
Par le service civique / national / militaire	2,7%
Développer le service civique / service national	1,9%
Restaurer le service militaire	0,9%
Par la communication	1,7%
Faire de la pédagogie	0,9%
Contrôler les messages de haine sur les réseaux sociaux	0,6%
Par le respect des devoirs	1,1%
La nationalité française implique des devoirs / se mérite	0,7%
Autres contributions	1,0%
Par une meilleure gestion de l'immigration	0,4%
Enseigner les valeurs aux immigrés	0,4%
Par la mise en place de dispositifs participatifs	0,3%
Autres contributions trop peu citées ou inclassables	23,8%
Non réponses	35,5%





# Les propositions pour renforcer l'engagement citoyen dans la société

Question 20. Que faudrait-il faire aujourd'hui pour renforcer l'engagement citoyen dans la société ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

<b>Les solutions pour favoriser l'engagement</b>	<b>11,3%</b>
Le service civique	4,9%
Instituer un service militaire obligatoire	3,7%
Rendre le vote obligatoire	2,4%
Les travaux d'intérêt général	1,0%
<b>Les acteurs à impliquer</b>	<b>11,1%</b>
Les associations	6,3%
Les élus, par leur exemplarité	1,5%
L'Etat	1,2%
La Justice	0,8%
Les collectivités locales	0,7%
Les services publics	0,5%
La fonction publique	0,5%
Les syndicats	0,5%
<b>L'éducation des citoyens</b>	<b>9,0%</b>
Impliquer l'Education nationale	5,1%
Le retour de l'éducation civique	2,4%
Former les citoyens	1,3%
Education au civisme dès le plus jeune âge	0,8%
Sensibiliser à l'enjeu de l'environnement	0,6%
A l'intérieur de la famille	0,6%



# Les propositions pour renforcer l'engagement citoyen dans la société

Question 20. Que faudrait-il faire aujourd'hui pour renforcer l'engagement citoyen dans la société ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

Les valeurs à mettre en avant	8,1%
Le respect	3,3%
La citoyenneté	1,1%
Le vivre ensemble	1,0%
L'exemplarité de tous	0,9%
La valorisation de la démocratie	0,8%
La solidarité	0,7%
L'égalité	0,5%
La transparence	0,4%
La participation des citoyens	5,1%
Faire payer l'impôt à tous	1,4%
Recourir aux référendums	1,3%
Recourir au Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC)	1,2%
Recourir à l'expression directe des citoyens	0,7%
Valoriser les initiatives individuelles	2,9%
Valoriser le bénévolat	2,2%
Respecter les libertés de chacun	0,5%
Les lieux et moments d'intervention des citoyens	1,6%
Inciter à s'engager pour des personnes handicapées ou hospitalisées	0,9%
Les incitations pour faciliter l'implication des citoyens	0,7%
Les autres moyens envisagés	0,5%
Garantir la sécurité du citoyen	0,5%
Autres contributions trop peu citées ou inclassables	29,0%
Non réponses	37,5%



# Les comportements civiques qu'il faut promouvoir dans la vie quotidienne et collective

Question 21. Quels sont les comportements civiques qu'il faut promouvoir dans notre vie quotidienne ou collective ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

<b>Développer le respect et la civilité</b>	<b>28,5%</b>
Développer, renforcer le respect, le respect d'autrui	24,1%
Promouvoir l'égalité	1,7%
Respecter les règles du vivre ensemble	1,4%
Respecter les personnes âgées	1,1%
Faire preuve de civilité dans les transports en commun	0,8%
Respecter les personnes handicapées	0,7%
Agir en fonction de l'intérêt général	0,6%
<b>Développer les valeurs de solidarité et d'entraide</b>	<b>13,4%</b>
La solidarité	4,9%
L'entraide	4,1%
L'engagement associatif	3,0%
Le bénévolat	1,8%
La fraternité	1,7%
<b>Encourager le civisme et le respect des devoirs du citoyen</b>	<b>7,1%</b>
Faire preuve de civisme, avoir un comportement civique	2,2%
L'exemplarité de tous, en particulier les élus	1,1%
Payer ses impôts	0,8%
Respecter la loi	0,6%
Respecter le code de la route	0,6%
L'exemplarité et la proximité des élus	0,4%



# Les comportements civiques qu'il faut promouvoir dans la vie quotidienne et collective

Question 21. Quels sont les comportements civiques qu'il faut promouvoir dans notre vie quotidienne ou collective ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

Respecter l'environnement	5,3%
Respecter l'environnement	4,0%
Gérer les déchets, développer la valorisation des déchets	1,6%
Développer la formation et l'éducation	3,6%
Valoriser l'éducation civique à l'école	3,2%
Autres contributions	2,2%
Valoriser, respecter, aider les familles	0,6%
Ce n'est pas le rôle de l'Etat	0,5%
Restaurer l'ordre public	1,9%
Respecter la Justice	0,7%
Garantir la sécurité de chacun	0,5%
Respecter les forces de l'ordre	0,4%
Modifier les règles électorales	0,5%
Autres contributions trop peu citées ou inclassables	20,7%
Non réponses	37,0%



# Les propositions pour favoriser le développement des comportements civiques

Question 22. Que faudrait-il faire pour favoriser le développement de ces comportements civiques et par quels engagements concrets chacun peut-il y participer ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

<b>Par l'éducation, la pédagogie</b>	<b>17,4%</b>
A travers l'école, c'est le rôle de l'Education nationale	10,5%
A travers des formations d'éducation civique	7,3%
Sensibiliser les familles sur l'éducation des enfants	2,0%
Sensibiliser dès le plus jeune âge, éduquer les enfants	1,9%
<b>Les engagements concrets</b>	<b>10,5%</b>
Aider davantage les associations, favoriser l'engagement associatif	4,5%
S'engager à travers le service civique	2,5%
Rétablir le service militaire	1,6%
Promouvoir le bénévolat	0,9%
Payer ses impôts	0,7%
S'engager dans la protection de l'environnement	0,7%
S'occuper des personnes âgées	0,6%
<b>Par le respect</b>	<b>5,0%</b>
Par le respect des autres	3,8%
Par le respect de la Justice	0,9%
Par le respect des forces de l'ordre	0,5%



# Les propositions pour favoriser le développement des comportements civiques

Question 22. Que faudrait-il faire pour favoriser le développement de ces comportements civiques et par quels engagements concrets chacun peut-il y participer ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

<b>Le vivre-ensemble</b>	<b>2,7%</b>
Favoriser le vivre-ensemble	1,0%
Ne pas jeter les déchets n'importe où	0,7%
Promouvoir la solidarité	0,6%
Promouvoir la citoyenneté	0,5%
<b>L'exemplarité</b>	<b>2,7%</b>
Montrer l'exemple, avoir un comportement exemplaire	2,2%
Agir en fonction de l'intérêt général	0,5%
<b>Par la sanction</b>	<b>2,3%</b>
Sanctionner par les amendes	0,9%
Sanctionner davantage par les travaux d'intérêt général	0,7%
<b>Les acteurs</b>	<b>1,9%</b>
Par le biais des élus	0,7%
<b>Autres contributions</b>	<b>0,9%</b>
Contrôler, assurer un suivi des réseaux sociaux	0,6%
<b>Rappeler les valeurs</b>	<b>0,8%</b>
La liberté	0,5%
<b>Par la vie politique</b>	<b>0,6%</b>
<b>Par des incitations</b>	<b>0,4%</b>
<b>Autres contributions trop peu citées ou inclassables</b>	<b>23,6%</b>
<b>Non réponses</b>	<b>45,6%</b>



# Les propositions pour valoriser l'engagement citoyen dans les parcours de vie, dans les relations avec l'administration et les pouvoirs publics

Question 23. Que faudrait-il faire pour valoriser l'engagement citoyen dans les parcours de vie, dans les relations avec l'administration et les pouvoirs publics ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

Réformer l'administration, la fonction publique	8,7%
Améliorer le fonctionnement de l'administration	6,4%
Améliorer le fonctionnement des pouvoirs publics	2,3%
Revaloriser les services publics	1,5%
Soutenir l'engagement associatif	4,1%
Soutenir les associations financièrement et humainement	2,4%
Valoriser le bénévolat	1,1%
Récompenser l'engagement	3,1%
Déduire les heures de bénévolat dans le compte de la retraite	2,0%
Accorder des points de retraite aux citoyens engagés	0,5%
Via les pouvoirs publics	2,8%
Respecter les administrés	2,0%
Via l'éducation	2,8%
Utiliser l'école comme outil de valorisation de l'engagement citoyen	1,3%
Eduquer et former à la citoyenneté	0,9%
Renforcer l'enseignement de l'éducation civique	0,5%
Développer le service civique/national/militaire	1,8%
Développer le service civique	1,2%
Renforcer le lien humain et social	0,8%
Renforcer la démocratie directe	0,7%
Autres contributions trop peu citées ou inclassables	25,6%
Non réponses	56,0%



# Les incivilités les plus pénibles dans la vie quotidienne et les propositions pour lutter contre

Question 24. Quelles sont les incivilités les plus pénibles dans la vie quotidienne et que faudrait-il faire pour lutter contre ces incivilités ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

<b>Les incivilités du quotidien</b>	<b>20,5%</b>
Le manque de respect	16,7%
L'impolitesse, le manque de courtoisie, de civisme, d'éducation	3,6%
Les entraves à la liberté des autres	0,8%
Les incivilités que l'on rencontre en ville, dans les lieux publics (pollution, sécurité...)	0,5%
<b>La pollution, la propreté et l'environnement</b>	<b>14,7%</b>
Les déchets sur la voie publique, jetés n'importe où	6,0%
La pollution sonore (nuisances, tapages nocturnes, musique, etc.)	5,0%
Les déjections canines dans les rues	2,9%
Les actes qui conduisent à la dégradation de notre environnement	1,9%
Les décharges sauvages	1,4%
La pollution	1,1%
Les mégots de cigarettes dans la rue	0,5%
<b>La délinquance</b>	<b>11,1%</b>
La dégradation des biens, les casseurs	9,0%
L'insécurité, le sentiment d'insécurité	0,8%
L'existence de zones de non-droit	0,5%





# Les incivilités les plus pénibles dans la vie quotidienne et les propositions pour lutter contre

Question 24. Quelles sont les incivilités les plus pénibles dans la vie quotidienne et que faudrait-il faire pour lutter contre ces incivilités ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

<b>Les incivilités routières et dans les transports</b>	<b>8,8%</b>
Les incivilités routières (feu rouge grillé, excès de vitesse, téléphone au volant ...)	4,9%
Les incivilités dans les transports en commun	4,1%
<b>Renforcer l'éducation</b>	<b>8,2%</b>
Eduquer au respect des autres, des règles	4,3%
Renforcer l'éducation civique en classe pour limiter les incivilités à l'école	3,0%
Eduquer, montrer l'exemple	0,8%
Responsabiliser et soutenir les familles (accompagnement à l'éducation, moins d'allocations, plus	0,7%
Eduquer dès le plus jeune âge	0,5%
<b>Le harcèlement et la discrimination</b>	<b>5,3%</b>
Le racisme	2,9%
Les incivilités à l'égard des plus fragiles (personnes âgées, personnes en situation de handicap)	1,6%
Le sexisme	1,2%
L'homophobie	0,8%
<b>L'application de sanctions ou de mesures dissuasives</b>	<b>4,1%</b>
Systématiser les amendes	2,9%
Mettre en place une politique répressive de travaux d'intérêt général	1,6%



# Les incivilités les plus pénibles dans la vie quotidienne et les propositions pour lutter contre

Question 24. Quelles sont les incivilités les plus pénibles dans la vie quotidienne et que faudrait-il faire pour lutter contre ces incivilités ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

Les agressions physiques et verbales	4,0%
Les agressions et violences verbales	2,7%
La violence physique	1,4%
Les autres formes d'incivilités	3,9%
Les violences émanant des réseaux sociaux	1,0%
Les violences émanant des représentants des ordres institutionnels (police, Justice, Etat ...)	0,8%
La fraude, l'évasion fiscale	0,8%
Le manque d'équité en termes d'impôt (désengagement de ceux qui ne paient pas, les uns paient pour les autres)	0,6%
Les incivilités émanant des gilets jaunes	0,5%
Autres contributions	3,5%
Avoir une Justice plus répressive, plus égalitaire, plus efficace	1,8%
Etendre la présence policière tout en contrôlant son action (limiter les excès)	1,4%
Les solutions pour favoriser le vivre-ensemble	1,9%
Faire appliquer les lois	0,7%
Promouvoir le vivre-ensemble	0,6%
Autres contributions trop peu citées ou inclassables	17,5%
Non réponses	35,3%



# Les réponses possibles et souhaitées des pouvoirs publics face aux incivilités

Question 25. Que peuvent et doivent faire les pouvoirs publics pour répondre aux incivilités ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

<b>Les sanctions à appliquer</b>	<b>30,7%</b>
Sanctionner (sans précision)	13,0%
Renforcer les amendes et leur application ou les remplacer par des travaux d'intérêt général	6,7%
Appliquer la loi	5,0%
Imposer des travaux d'intérêt général	4,7%
Rendre la Justice plus sévère et réactive	3,0%
Faire respecter l'ordre public	3,0%
Faire preuve de plus de fermeté vis-à-vis des auteurs de troubles	0,8%
Faire des rappels à la loi systématiques en cas d'incivilité	0,5%
Appliquer des sanctions financières	0,5%
<b>Agir sur l'éducation</b>	<b>5,1%</b>
Renforcer l'éducation au civisme à l'école	3,4%
Assurer des formations au civisme	0,9%
Eduquer au civisme dès le plus jeune âge	0,8%
Par l'Education nationale	0,5%
<b>Agir sur la cohésion, le vivre-ensemble</b>	<b>4,9%</b>
Montrer l'exemple	1,9%
Assurer une bonne éducation au sein de la famille	0,8%
Travailler avec les associations	0,7%
Promouvoir le vivre ensemble	0,4%
<b>Renforcer l'exemplarité et l'action des pouvoirs publics</b>	<b>2,5%</b>
Renforcer l'action et la fermeté des pouvoirs publics	1,5%



# Les réponses possibles et souhaitées des pouvoirs publics face aux incivilités

Question 25. Que peuvent et doivent faire les pouvoirs publics pour répondre aux incivilités ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

Renforcer la communication et la pédagogie des pouvoirs publics	1,7%
Renforcer la pédagogie des pouvoirs publics	0,8%
Réguler les réseaux sociaux	0,6%
Autres contributions	1,3%
Santionner les aides sociales	0,6%
Agir sur les routes et les transports	0,5%
Les valeurs	0,5%
Autres contributions trop peu citées ou inclassables	27,5%
Non réponses	36,1%



# La perception du rôle que chacun pourrait avoir pour faire reculer les incivilités dans la société

Question 26. Quel pourrait être le rôle de chacun pour faire reculer les incivilités dans la société ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

Les citoyens doivent avoir le bon comportement	12,3%
Chacun doit donner l'exemple	6,5%
Respecter autrui, ses libertés	5,3%
Faire preuve de solidarité, fraternité	0,6%
L'éducation pour lutter contre les incivilités	10,3%
Eduquer les enfants, c'est le rôle des parents	8,7%
Enseigner les règles de civilité à l'école, c'est le rôle de l'Education nationale	2,2%
Il faut dénoncer ces incivilités	3,7%
Les dénoncer	3,7%
Les institutions sont responsables du recul des incivilités	2,9%
C'est le rôle de la police	1,2%
C'est le rôle de la Justice	1,1%
C'est le rôle de l'Etat	0,9%
L'Etat doit inciter, sensibiliser les citoyens	1,3%
Encourager l'exemplarité	0,4%
L'entraide par les associations	0,8%
Créer, s'engager ou adhérer à des associations	0,8%
L'Etat doit responsabiliser les citoyens	0,4%
L'Etat doit améliorer la sécurité	0,3%
Surveiller les réseaux sociaux	0,2%
Autres contributions	0,3%
Autres contributions trop peu citées ou inclassables	26,6%
Non réponses	48,0%



# Les discriminations les plus répandues dont les répondants sont témoins ou victimes

Question 27. Quelles sont les discriminations les plus répandues dont vous êtes témoin ou victime ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

Les discriminations en lien avec le racisme	13,9%
Le racisme	11,9%
Les discriminations contre les personnes blanches	1,3%
Les discriminations sur l'origine familiale	0,4%
Les discriminations en lien avec le sexisme	5,9%
Le sexisme	5,8%
Les discriminations en lien avec l'orientation sexuelle	3,8%
L'homophobie	3,3%
Les discriminations envers les personnes handicapées	3,0%
Les discriminations envers les personnes handicapées	3,0%
Les conséquences de ces discriminations	2,3%
Le manque de respect	2,1%
Les discriminations en lien avec les personnes âgées	1,8%
Les discriminations vis-à-vis des personnes âgées	1,1%
Les discriminations vis-à-vis des retraités	0,8%
Les discriminations en lien avec les services publics	1,0%
Les incivilités associées aux discriminations	0,9%
Les agressions verbales	0,5%
Les discriminations dans l'accès aux transports en commun	0,9%
Le manque de respect dans les transports en commun	0,5%



# Les discriminations les plus répandues dont les répondants sont témoins ou victimes

Question 27. Quelles sont les discriminations les plus répandues dont vous êtes témoin ou victime ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

Les discriminations en lien avec l'emploi	0,8%
Les discriminations à l'embauche	0,5%
Les discriminations en lien avec l'école, l'éducation	0,7%
Les discriminations à l'école	0,5%
Les discriminations pour l'accès au logement	0,7%
Les discriminations dans l'accès au logement	0,7%
Les discriminations en lien avec le statut social	0,6%
Les discriminations en lien avec la police	0,5%
Les discriminations en lien avec des mouvements ou dispositifs en France	0,4%
Les discriminations sur l'état de santé	0,2%
Les discriminations sur les réseaux sociaux	0,2%
Aucune	1,3%
Autres contributions trop peu citées ou inclassables	25,9%
Non réponses	47,6%



# Les propositions à envisager pour lutter contre les discriminations et construire une société plus solidaire et tolérante

Question 28. Que faudrait-il faire pour lutter contre ces discriminations et construire une société plus solidaire et plus tolérante ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

<b>Renforcer l'éducation et la pédagogie</b>	<b>15,4%</b>
L'éducation (sans précision)	8,4%
L'école, l'éducation civique à l'école	5,5%
Sensibiliser dès le plus jeune âge, éduquer les enfants	1,6%
Investir dans l'éducation, l'accès à la formation	1,0%
Responsabiliser, impliquer les familles	0,9%
Eduquer à l'usage des réseaux sociaux	0,6%
S'appuyer sur l'Education nationale	0,5%
<b>Enseigner, promouvoir des valeurs</b>	<b>6,7%</b>
Enseigner le respect de l'autre	3,3%
Garantir l'égalité de tous	1,8%
Faire preuve de plus de solidarité	1,3%
Plus de liberté, de respect de la liberté	0,6%
<b>A l'aide des contrôles et des sanctions</b>	<b>3,9%</b>
Appliquer une Justice équitable et ferme	1,1%
Être plus rigoureux dans l'application des lois portant sur la discrimination	0,9%
Trouver un équilibre entre la sensibilisation contre le racisme et la répression des actes racistes	0,7%
Imposer des amendes en cas de discrimination	0,5%





# Les propositions à envisager pour lutter contre les discriminations et construire une société plus solidaire et tolérante

Question 28. Que faudrait-il faire pour lutter contre ces discriminations et construire une société plus solidaire et plus tolérante ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

<b>Définir des politiques publiques pour lutter contre les discriminations</b>	<b>3,6%</b>
Responsabiliser davantage les entreprises dans la lutte contre la discrimination (à l'embauche, égalité salariale)	0,7%
C'est la responsabilité de l'Etat, des pouvoirs publics	0,7%
Permettre un accès au logement plus juste et équitable	0,7%
Encourager la discrimination positive	0,7%
Garantir plus d'équité en matière d'imposition (moins d'impôts, tous imposables ...)	0,5%
<b>Développer le vivre-ensemble</b>	<b>2,4%</b>
Apprendre le vivre-ensemble	0,9%
Favoriser la mixité sociale	0,8%
Faire en sorte qu'il y ait plus d'égalité, d'équité et de justice sociale	0,4%
<b>Faire preuve d'exemplarité</b>	<b>2,4%</b>
Encourager et aider les associations qui agissent sur le terrain	1,3%
Exemplarité politique, citoyenne et parentale	0,8%
<b>Renforcer la démocratie</b>	<b>1,3%</b>
Encourager le service civique/service national	0,7%
<b>Protéger les personnes vulnérables</b>	<b>1,2%</b>
Mettre en place davantage de mesures en faveur des handicapés (cadre légal, accès à l'emploi, au logement)	0,7%
Plus d'équité à l'égard des retraités (revalorisation des retraites, baisse des impôts, place dans la société ...)	0,6%
<b>Autres contributions</b>	<b>0,8%</b>
Contrôler l'immigration, le communautarisme	0,8%
<b>Autres contributions trop peu citées ou inclassables</b>	<b>25,5%</b>
<b>Non réponses</b>	<b>47,8%</b>



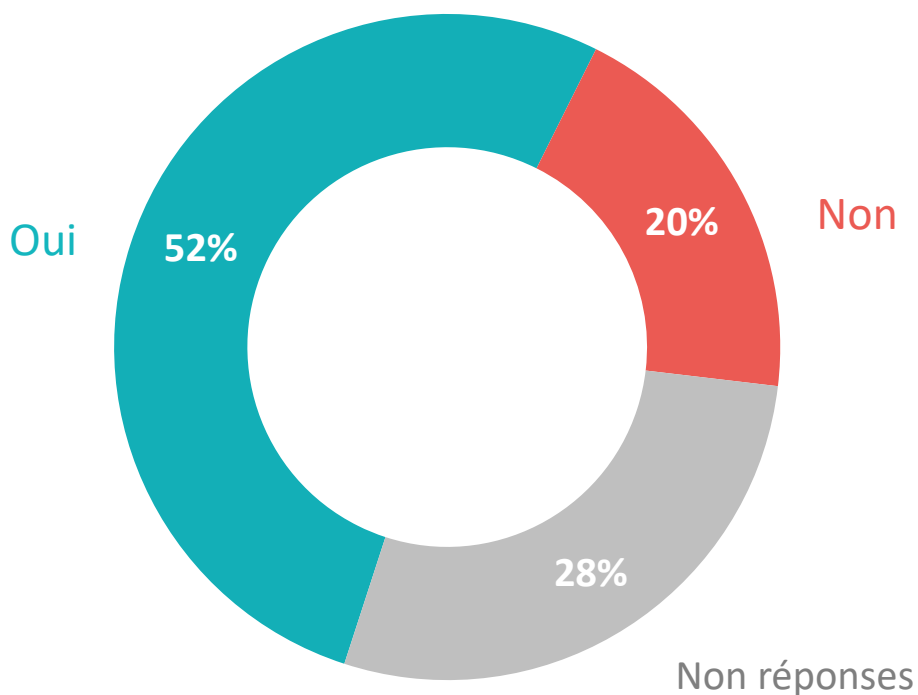
# L'opinion sur la nécessité d'instaurer des contreparties aux allocations de solidarité

Question 29a. Pensez-vous qu'il faille instaurer des contreparties aux différentes allocations de solidarité ?

*Une seule réponse possible*



118 356  
contributions





# L'opinion sur la nécessité d'instaurer des contreparties aux allocations de solidarité

Question 29a. Pensez-vous qu'il faille instaurer des contreparties aux différentes allocations de solidarité ?

*Une seule réponse possible*



116 549  
contributions

	%	Région													
		Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	Outre-mer
Oui	<b>52%</b>	52%	55%	47%	55%	55%	55%	55%	51%	51%	52%	53%	51%	56%	55%
Non	<b>20%</b>	20%	18%	21%	20%	26%	17%	18%	19%	22%	20%	20%	20%	19%	20%
Non réponses	<b>28%</b>	28%	27%	32%	25%	19%	28%	27%	30%	27%	28%	27%	29%	25%	25%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# L'opinion sur la nécessité d'instaurer des contreparties aux allocations de solidarité

Question 29a. Pensez-vous qu'il faille instaurer des contreparties aux différentes allocations de solidarité ?

*Une seule réponse possible*



116 549  
contributions

	% TOTAL	Type de commune				Distance aux services publics			
		Commune rurale	Commune issue d'une unité urbaine de moins de 20 000 habitants	Commune issue d'une unité urbaine de 20 000 à moins de 100 000 habitants	Commune issue d'une unité urbaine de 100 000 habitants et plus	Très éloigné	Assez éloigné	Assez proche	Très proche
Oui	<b>52%</b>	52%	54%	54%	51%	52%	53%	55%	51%
Non	<b>20%</b>	20%	20%	19%	20%	21%	19%	18%	20%
Non réponses	<b>28%</b>	28%	26%	27%	29%	27%	28%	27%	29%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# L'opinion sur la nécessité d'instaurer des contreparties aux allocations de solidarité

Question 29a. Pensez-vous qu'il faille instaurer des contreparties aux différentes allocations de solidarité ?

*Une seule réponse possible*



116 549  
contributions

	% TOTAL	Type d'auteur				
		Citoyen / Citoyenne	Élu / élue et Institution	Sous-total Organisation	Organisation à but lucratif	Organisation à but non lucratif
Oui	52%	53%	55%	27%	37%	26%
Non	20%	19%	18%	17%	20%	17%
Non réponses	28%	28%	27%	56%	43%	57%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# L'opinion sur la nécessité d'instaurer des contreparties aux allocations de solidarité

Question 29a. Pensez-vous qu'il faille instaurer des contreparties aux différentes allocations de solidarité ?

*Une seule réponse possible*



118 356  
contributions

	% TOTAL	Mode de participation		L'opinion sur le non-cumul des mandats			La nécessité de rendre le vote obligatoire	
		Numérique	Papier	Une bonne chose	Une mauvaise chose	Je ne sais pas	Oui	Non
Oui	52%	52%	46%	59%	72%	59%	62%	54%
Non	20%	20%	17%	24%	15%	22%	18%	22%
Non réponses	28%	28%	37%	17%	13%	19%	20%	24%



# L'opinion sur la nécessité d'instaurer des contreparties aux allocations de solidarité

Question 29a. Pensez-vous qu'il faille instaurer des contreparties aux différentes allocations de solidarité ?

*Une seule réponse possible*



118 356  
contributions

	% TOTAL	La nécessité d'introduire une dose de proportionnelle					L'application de la laïcité		
		Sous-total Au moins une élection citée	Aux élections législatives	Aux élections régionales	Aux élections départementales	Il ne faut pas introduire de proportionnelle	Satisfaisante	A améliorer	A modifier profondément
Oui	52%	58%	57%	56%	56%	62%	50%	60%	67%
Non	20%	20%	21%	22%	22%	18%	26%	19%	14%
Non réponses	28%	22%	22%	22%	22%	20%	24%	21%	19%



# L'opinion sur la nécessité d'instaurer des contreparties aux allocations de solidarité

Question 29a. Pensez-vous qu'il faille instaurer des contreparties aux différentes allocations de solidarité ?

*Une seule réponse possible*



118 356  
contributions

	% TOTAL	La nécessité de prendre en compte le vote blanc		La nécessité de recourir davantage au referendum au niveau national		La nécessité de recourir davantage au referendum au niveau local		La nécessité de tirer au sort des citoyens pour les associer à la décision publique		
		Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Je ne sais pas
Oui	<b>52%</b>	60%	66%	56%	61%	58%	62%	56%	63%	56%
Non	<b>20%</b>	23%	20%	21%	19%	20%	18%	22%	16%	18%
Non réponses	<b>28%</b>	17%	14%	23%	20%	22%	20%	22%	21%	26%





# Les propositions de contreparties aux allocations de solidarité

## Question 29b. Si oui, lesquelles ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles

Question posée uniquement aux personnes ayant répondu qu'il faut instaurer des contreparties aux allocations de solidarité



61 886  
contributions

Les pistes de contreparties	43,0%
Réaliser des travaux d'intérêt général	22,5%
S'impliquer, faire du bénévolat dans les associations	13,1%
Suivre une formation	4,3%
Donner de son temps aux personnes âgées	4,2%
Donner de son temps à sa commune	2,9%
Payer des impôts (même symboliques)	2,1%
Réaliser des travaux d'intérêt général dans les administrations	1,5%
Participer à l'entretien des logements sociaux mis à disposition	0,9%
Donner de son temps aux collectivités locales	0,9%
Faire un service civique	0,9%
Donner de son temps aux hôpitaux	0,7%
Donner de son temps pour permettre de maintenir le lien social avec autrui	0,7%
Participer à l'entretien des espaces verts	0,5%
Réaliser des heures de travail calculées sur la base du SMIC	0,5%
Les types d'allocataires concernés	7,6%
Demander une contrepartie aux bénéficiaires de l'allocation chômage	4,7%
Demander une contrepartie aux bénéficiaires des allocations familiales	2,9%
Demander une contrepartie aux bénéficiaires du RSA	0,6%



# Les propositions de contreparties aux allocations de solidarité



61 886  
contributions

## Question 29b. Si oui, lesquelles ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles

Question posée uniquement aux personnes ayant répondu qu'il faut instaurer des contreparties aux allocations de solidarité

Le savoir-vivre comme contrepartie	6,0%
Respecter les lois, les règles de la République	4,5%
Adopter une attitude citoyenne	1,1%
Il faut réduire ou supprimer les allocations pour certaines populations	5,0%
Réduire ou supprimer les allocations aux familles en cas d'abstentisme à l'école	2,4%
Réduire ou supprimer les allocations aux familles en cas de délinquance	1,8%
Réduire ou supprimer les allocations en cas de condamnation judiciaire	0,7%
Contrôler les dépenses des allocataires	0,4%
Il faut exempter de contreparties certaines populations	2,1%
Exempter de contreparties les personnes en situation de handicap	1,4%
Exempter de contreparties les personnes atteintes de problèmes de santé	0,7%
Autres contributions	0,6%
Il faut instaurer des conditions pour pouvoir accéder aux allocations	0,2%
Autres contributions trop peu citées ou inclassables	25,1%
Non réponses	21,5%

**C.**



**IMMIGRATION ET INTEGRATION**



# L'opinion sur la situation de l'immigration en France et les critères de la politique migratoire

Question 30. Que pensez-vous de la situation de l'immigration en France aujourd'hui et de la politique migratoire ? Quels sont, selon vous, les critères à mettre en place pour définir la politique migratoire ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

<b>Améliorer les conditions d'accueil</b>	<b>10,1%</b>
Favoriser le respect de la dignité humaine, du droit d'asile, de la convention internationale	3,6%
Accueillir les réfugiés politiques, les personnes en danger dans leur pays d'origine	3,0%
Accueillir les réfugiés climatiques	1,1%
Améliorer les conditions d'accueil, offrir un accueil digne, optimiser la prise en charge	1,0%
Etre solidaire des immigrés, abolir le délit de solidarité	0,9%
Promouvoir l'égalité	0,5%
<b>Opposition à l'immigration</b>	<b>10,0%</b>
Prioriser l'attribution de logements pour les Français	1,9%
La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde	1,8%
Le taux de chômage est trop élevé pour accueillir des immigrés	1,7%
Mieux gérer, stabiliser le flux migratoire	1,2%
La mauvaise gestion de l'immigration par l'Etat	0,7%
S'occuper d'abord des sans abris	0,7%
Stopper l'immigration massive	0,6%
L'insécurité engendrée par l'immigration	0,6%
Le coût de l'immigration sur nos impôts	0,5%
Limiter le flux migratoire (trop d'immigration)	0,5%
L'immigration est un problème	0,4%



# L'opinion sur la situation de l'immigration en France et les critères de la politique migratoire

Question 30. Que pensez-vous de la situation de l'immigration en France aujourd'hui et de la politique migratoire ? Quels sont, selon vous, les critères à mettre en place pour définir la politique migratoire ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

<b>Durcir les conditions d'accueil, de séjour, de régularisation</b>	<b>9,5%</b>
Supprimer, limiter le regroupement familial	2,8%
Limiter, contrôler, conditionner les aides sociales (santé, retraite, etc)	1,4%
Supprimer le droit du sol	1,1%
Lutter contre l'immigration clandestine, illégale	1,0%
Ne pas laisser les associations dicter la politique migratoire	1,0%
Durcir les conditions d'obtention de la nationalité française (fin du droit du sol, examen, preuve d'une volonté réelle d'être Français)	0,9%
Faire respecter les lois, les us et coutumes du pays d'accueil	0,9%
Expulser les immigrés en situation irrégulière	0,6%
Accueillir les personnes ayant une véritable volonté, la motivation de s'intégrer	0,5%
<b>Mettre en place des quotas</b>	<b>9,3%</b>
Mettre en place, respecter des quotas	5,3%
Mettre en place une immigration choisie (main d'œuvre qualifiée dans certains domaines selon les besoins, etc.)	4,8%
<b>Renforcer l'éducation et l'apprentissage de la langue française</b>	<b>3,8%</b>
Renforcer l'apprentissage de la langue française pour les migrants	2,0%
L'accès à la formation pour les personnes issues de l'immigration	1,6%
<b>Agir à un niveau plus global</b>	<b>1,8%</b>
Gérer l'immigration au niveau européen (politique migratoire commune, cohérente, etc.)	1,4%



# L'opinion sur la situation de l'immigration en France et les critères de la politique migratoire

Question 30. Que pensez-vous de la situation de l'immigration en France aujourd'hui et de la politique migratoire ? Quels sont, selon vous, les critères à mettre en place pour définir la politique migratoire ?

*Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles*



118 356  
contributions

<b>Autre contributions</b>	<b>1,0%</b>
Optimiser le coût généré par l'immigration, limiter les dépenses	0,4%
<b>Se préoccuper d'abord des problèmes des Français</b>	<b>0,3%</b>
<b>Autres contributions trop peu citées ou inclassables</b>	<b>7,9%</b>
<b>Non réponses</b>	<b>61,6%</b>



# Le souhait de voir fixés par le Parlement des objectifs annuels d'immigration

Question 31. En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, souhaitez-vous que nous puissions nous fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

Oui (sans précision)	32,4%
Non (sans précision)	13,7%
Mettre en place des quotas	7,1%
Mettre en place des quotas	5,3%
Réguler l'immigration en fonction des besoins économiques	0,9%
Définir des quotas en fonction des métiers demandeurs en main d'oeuvre	0,8%
Mettre en place une immigration choisie	0,7%
Changer la politique migratoire française	5,8%
Réguler l'immigration	4,5%
Revoir ou supprimer le regroupement familial	0,5%
Pourquoi pas (sans précision)	2,6%
L'accueil des migrants	2,2%
S'assurer en priorité des capacités matérielles d'accueil	0,6%
Accompagner les demandeurs d'asile et les former à la langue et à un métier	0,5%
Impossible d'accueillir tout le monde	0,4%
Consulter par référendum	0,7%
Cette question doit être tranchée par un référendum	0,6%
Autres contributions	0,6%
Il faut d'abord se préoccuper du chômage	0,6%
La question des réfugiés politiques	0,5%
Le rôle de l'Europe	0,4%
Autres contributions trop peu citées ou inclassables	15,1%
Non réponses	35,4%



# Les propositions pour répondre au défi migratoire

Question 32. Que proposez-vous afin de répondre à ce défi qui va durer ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

<b>Agir sur la législation</b>	<b>5,5%</b>
Supprimer le regroupement familial	2,3%
Instaurer une politique européenne commune	0,9%
Supprimer le droit du sol	0,9%
Durcir l'accès à la nationalité française	0,6%
Lutter contre les personnes en situation irrégulière	0,5%
<b>Agir dans les pays d'origine</b>	<b>5,3%</b>
Lutter contre le changement climatique	2,2%
Aider les pays d'origine à se développer économiquement	1,3%
Eviter une fuite de la main d'oeuvre dans les pays d'origine	0,6%
Permettre aux migrants de vivre en sécurité dans leur pays	0,4%
<b>Mettre en place des quotas / objectifs</b>	<b>4,0%</b>
Instaurer des quotas	2,6%
Mettre en place une immigration choisie	0,8%
<b>Améliorer les moyens d'intégration</b>	<b>3,8%</b>
Assurer une meilleure formation des migrants	1,7%
Faciliter pour les migrants l'accès au logement	1,2%
Privilégier un apprentissage de la langue rigoureux	1,0%
<b>Agir sur les associations</b>	<b>1,4%</b>
Augmenter l'aide aux associations	1,4%





# Les propositions pour répondre au défi migratoire

Question 32. Que proposez-vous afin de répondre à ce défi qui va durer ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

Les acteurs qui doivent agir	1,3%
L'ONU doit intervenir	0,6%
Favoriser des comportements solidaires	1,1%
En faisant preuve de plus de solidarité	0,7%
Agir sur les aides et prestations sociales	0,6%
Opposition à l'immigration	0,6%
La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde	0,5%
Accueillir décemment les migrants	0,4%
Autres contributions trop peu citées ou inclassables	4,0%
Non réponses	77,8%



# Les modalités d'intégration perçues comme les plus justes et les plus efficaces

Question 33. Quelles sont, selon vous, les modalités d'intégration les plus efficaces et les plus justes à mettre en place aujourd'hui dans la société ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

<b>L'éducation</b>	<b>20,1%</b>
Développer, aider à l'apprentissage de la langue française, la maîtrise de la langue	12,7%
Favoriser l'intégration par l'école	6,4%
Eduquer au civisme, à la citoyenneté française	2,6%
Etendre et contrôler (examens) les domaines relatifs aux apprentissages obligatoires (langues, citoyenneté, économie, valeurs, politique ...)	0,6%
<b>L'emploi et le travail</b>	<b>19,6%</b>
Intégrer par le travail	14,3%
Intégrer par la formation professionnelle	6,7%
<b>La citoyenneté, l'apprentissage de la République</b>	<b>13,7%</b>
Respecter les fondamentaux de la République et de la démocratie, le respect mutuel	6,1%
Appuyer les actions des associations d'aide	2,4%
Intégrer également la famille des immigrés	1,9%
Apprendre les valeurs fondamentales "liberté, égalité, fraternité"	1,7%
Promouvoir le vivre ensemble, la mixité sociale (déconstruire le communautarisme, laïcité ...)	1,3%
S'assimiler, s'adapter à la société française (codes, règles de vie, tenues ...)	1,2%
Assimiler les droits et devoirs des citoyens français	0,6%
Avoir une meilleure connaissance et assimilation de l'histoire de France	0,5%



# Les modalités d'intégration perçues comme les plus justes et les plus efficaces

Question 33. Quelles sont, selon vous, les modalités d'intégration les plus efficaces et les plus justes à mettre en place aujourd'hui dans la société ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

<b>Modifier le cadre légal (quotas, davantage de contrôle, de contreparties, de conditions)</b>	<b>7,2%</b>
Arrêter, limiter l'immigration et le regroupement familial	2,2%
Renforcer les règles d'accès à la nationalité française (service militaire, niveau de langues, renoncement de la double nationalité ...)	1,3%
Instaurer des règles de contrôle, d'obtention du visa dans le pays d'origine (niveau de langue, familles, conditions de retour...)	1,1%
Instaurer des règles de contrôle et d'intégration dans le pays d'accueil (respect des valeurs, de la culture...)	1,0%
Instaurer l'immigration choisie (diplômes, quotas)	0,8%
Revoir les conditions d'accès aux aides sociales (contre-partie, responsabilisation ...)	0,6%
Mettre en place une période probatoire d'intégration	0,5%
Reconditionner les règles du regroupement familial (niveau de Français des familles, conditions financières ...)	0,5%
<b>La lutte contre les discriminations</b>	<b>4,5%</b>
Favoriser l'accès au logement	4,1%
Favoriser l'accès à la santé, aux soins	0,4%
<b>Autres contributions</b>	<b>1,5%</b>
Renforcer le rôle et la place de l'administration et de l'Etat	0,7%
<b>Le service civique, national ou militaire</b>	<b>1,0%</b>
Mettre en place un service civique pour les nouveaux arrivants	0,5%
<b>Les droits et les devoirs</b>	<b>0,8%</b>
<b>Autres contributions trop peu citées ou inclassables</b>	<b>21,1%</b>
<b>Non réponses</b>	<b>37,1%</b>



# Les propositions et réactions spontanées portant sur la démocratie et la citoyenneté

Question 34. Y a-t-il d'autres points sur la démocratie et la citoyenneté sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

<b>Les valeurs à défendre</b>	<b>9,1%</b>
Davantage respecter les autres	4,1%
Renforcer le principe d'égalité	2,8%
Renforcer les libertés individuelles	2,8%
Mettre en application les valeurs de la République : « liberté égalité fraternité »	0,9%
Encourager plus de solidarité	0,9%
Améliorer le vivre ensemble	0,7%
Renforcer le principe d'équité	0,5%
<b>Les changements à mener dans le domaine social</b>	<b>7,7%</b>
Revoir le système de retraite	3,2%
Faire de la santé une priorité	1,7%
Résoudre les problèmes de logement pour les étudiants	1,3%
Lutter contre le chômage	1,1%
Soutenir les handicapés	0,7%
Limitier les gros salaires (hauts fonctionnaires, élus, grands patrons...)	0,7%
Augmenter le pouvoir d'achat	0,7%
Une meilleur reconnaissance des droits des sourds français (langue des signes, égalité avec les entendants..)	0,6%
Améliorer la prise en charge par la Sécurité sociale	0,6%
Aider et accompagner les personnes âgées davantage	0,4%



# Les propositions et réactions spontanées portant sur la démocratie et la citoyenneté

Question 34. Y a-t-il d'autres points sur la démocratie et la citoyenneté sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

La participation et la prise en compte des citoyens		6,3%
	Faire plus de référendums	3,1%
	Mettre en place le Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC)	2,3%
	Favoriser l'Intérêt général	0,8%
	Ne pas mettre en place de démocratie participative	0,7%
	Introduire plus de représentativité dans les institutions politiques	0,6%
	Réformer la démocratie représentative	0,5%
Les changements à mener dans le domaine de la Justice et de la sécurité		6,1%
	Revoir le système juridique	2,8%
	Faire de la sécurité une priorité	1,6%
	Réguler les réseaux sociaux	1,0%
	Sanctionner les actes de violence dans les manifestations par des amendes	0,8%
	Redonner du pouvoir à la police	0,8%
	Arrêter les casseurs	0,5%
	Revenir sur l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h	0,5%



# Les propositions et réactions spontanées portant sur la démocratie et la citoyenneté

Question 34. Y a-t-il d'autres points sur la démocratie et la citoyenneté sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

<b>Les élus et les institutions doivent faire preuve d'exemplarité et de transparence</b>	<b>6,0%</b>
Assurer une meilleure représentativité des élus	2,9%
Assurer plus de transparence de l'Etat et des institutions	1,0%
Assurer plus de transparence concernant le financement des partis politiques	0,9%
Imposer l'exemplarité des élus	0,5%
Abolir les avantages de la fonction publique (temps de travail, âge de départ à la retraite...)	0,5%
Le casier judiciaire vierge doit être un préalable impératif à la fonction d'élu	0,4%
<b>Les changements à mener en matière de règles électorales</b>	<b>5,5%</b>
Revoir le système des élections législatives	2,7%
Prendre en compte le vote blanc	1,3%
Revoir le système de l'élection présidentielle	1,0%
Revoir le système des élections présidentielle / législatives / régionales	1,0%
Ne pas donner le droit de vote aux étrangers	0,7%
Mettre en place le vote obligatoire	0,7%
<b>Les changements à mener au niveau de l'éducation, de la citoyenneté</b>	<b>4,9%</b>
Revoir le système scolaire	2,5%
Former les Français à la citoyenneté	2,0%
Promouvoir L'éducation civique	0,5%



# Les propositions et réactions spontanées portant sur la démocratie et la citoyenneté

Question 34. Y a-t-il d'autres points sur la démocratie et la citoyenneté sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

<b>L'immigration</b>	<b>3,5%</b>
Stopper ou réduire l'immigration	1,8%
Supprimer la double nationalité	1,8%
Contrôler l'immigration	0,5%
<b>Les changements à mener dans le domaine des services publics</b>	<b>3,4%</b>
Réduire les dépenses publiques	1,7%
Améliorer les services publics	1,0%
Améliorer le transport et sa prise en charge	0,9%
Réorganiser l'administration et les institutions publiques	0,6%
<b>Les réformes des institutions</b>	<b>3,2%</b>
Supprimer le Sénat	1,6%
Réorganiser L'Assemblée Nationale	1,5%
Réformer le Conseil constitutionnel	0,7%
Supprimer le CESE	0,5%
<b>Les grandes questions de société</b>	<b>2,9%</b>
Autoriser l'euthanasie	1,0%
Faire attention à l'environnement	0,9%
Favoriser la Procréation Médicalement Assistée (PMA) pour tous	0,6%
Rétablir la peine de mort	0,5%



# Les propositions et réactions spontanées portant sur la démocratie et la citoyenneté

Question 34. Y a-t-il d'autres points sur la démocratie et la citoyenneté sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

Question ouverte - Réponses non suggérées - Plusieurs réponses possibles



118 356  
contributions

Les changements à mener au niveau des corps intermédiaires	2,7%
Soutenir les associations	2,0%
Réorganiser les syndicats	0,9%
Les changements à mener en matière de fiscalité	2,6%
Arrêter de faire payer trop d'impôts aux classes moyennes	2,1%
Les changements à mener au niveau des collectivités territoriales	2,3%
Redéfinir les rôles des maires	1,2%
Décentraliser en donnant plus de pouvoir aux régions	0,9%
Diminuer le nombre de collectivités territoriales	0,8%
Les changements à mener au niveau européen	0,5%
Quitter l'Union européenne	0,5%
Non	3,9%
Autres contributions trop peu citées ou inclassables	17,9%
Non réponses	50,0%



# 02



Les résultats  
issus des questionnaires

**a.**



# VIE INSTITUTIONNELLE ET DÉMOCRATIQUE



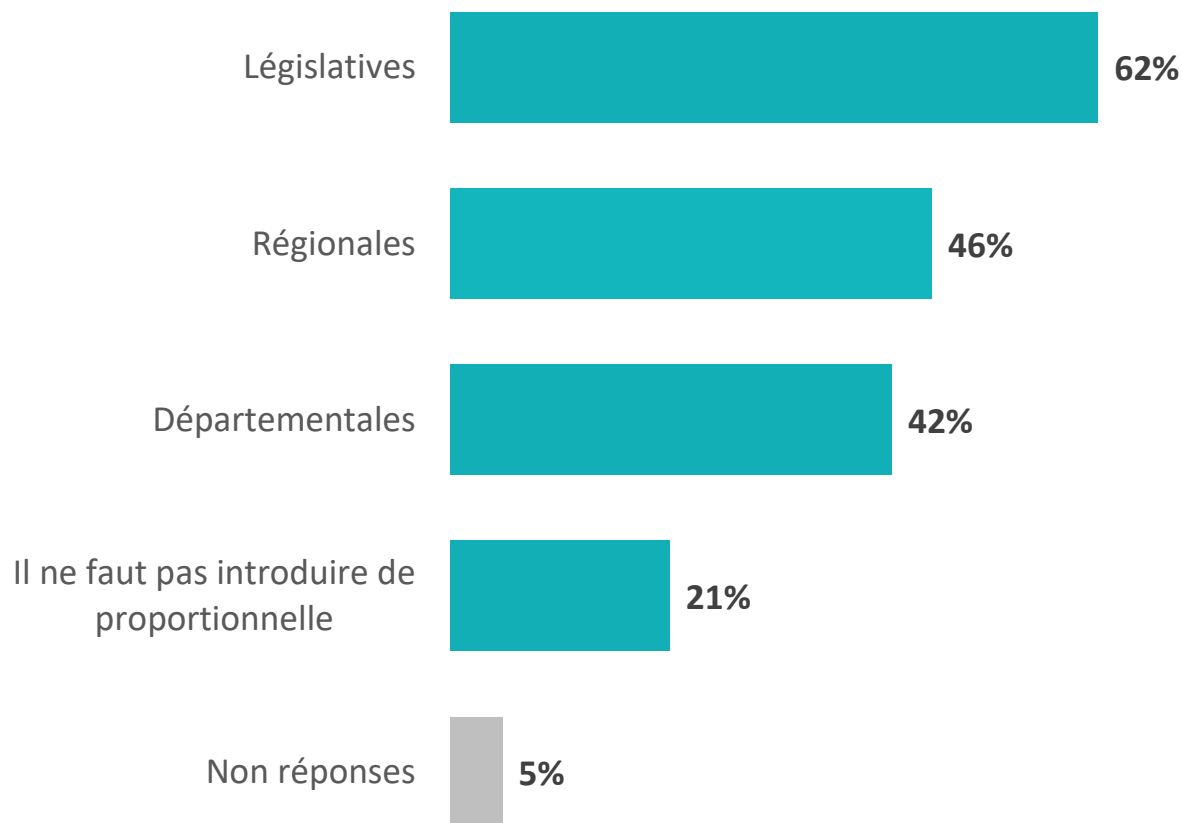
# Les élections pour lesquelles les répondants souhaitent que soit introduite une dose de proportionnelle

Question 6. Selon vous, faut-il introduire une dose de proportionnelle pour certaines élections, lesquelles ?

Plusieurs réponses possibles



336 964  
répondants



Au moins  
une  
élection :  
**74%**



# Les élections pour lesquelles les répondants souhaitent que soit introduite une dose de proportionnelle

Question 6. Selon vous, faut-il introduire une dose de proportionnelle pour certaines élections, lesquelles ?

Plusieurs réponses possibles



335 157  
répondants

	% TOTAL	Région													
		Auvergne- Rhône- Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de- France	Normandie	Nouvelle Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	Outre- mer
Au moins une élection	74%	74%	75%	75%	74%	81%	73%	73%	72%	75%	76%	77%	74%	76%	74%
Législatives	62%	62%	64%	63%	63%	70%	62%	62%	58%	64%	64%	65%	63%	64%	62%
Régionales	46%	47%	47%	47%	45%	52%	46%	47%	44%	46%	46%	48%	46%	47%	50%
Départementales	42%	43%	43%	43%	42%	42%	42%	42%	40%	42%	42%	44%	43%	44%	44%
Il ne faut pas introduire de proportionnelle	22%	21%	21%	20%	22%	16%	22%	23%	24%	21%	20%	19%	21%	20%	20%
Non réponses	4%	5%	4%	5%	4%	3%	5%	4%	4%	4%	4%	4%	5%	4%	6%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# Les élections pour lesquelles les répondants souhaitent que soit introduite une dose de proportionnelle

Question 6. Selon vous, faut-il introduire une dose de proportionnelle pour certaines élections, lesquelles ?

Plusieurs réponses possibles



335 157  
répondants

	% TOTAL	Type de commune				Distance aux services publics			
		Commune rurale	Commune issue d'une unité urbaine de moins de 20 000 habitants	Commune issue d'une unité urbaine de 20 000 à moins de 100 000 habitants	Commune issue d'une unité urbaine de 100 000 habitants et plus	Très éloigné	Assez éloigné	Assez proche	Très proche
Au moins une élection	74%	76%	75%	75%	73%	76%	75%	75%	73%
Législatives	62%	66%	64%	64%	60%	66%	65%	64%	60%
Régionales	46%	47%	47%	47%	45%	47%	47%	47%	46%
Départementales	42%	43%	43%	43%	42%	44%	43%	43%	42%
Il ne faut pas introduire de proportionnelle	22%	19%	20%	21%	23%	19%	20%	21%	23%
Non réponses	4%	5%	5%	4%	4%	5%	5%	4%	4%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# Les élections pour lesquelles les répondants souhaitent que soit introduite une dose de proportionnelle

Question 6. Selon vous, faut-il introduire une dose de proportionnelle pour certaines élections, lesquelles ?

Plusieurs réponses possibles



335 157  
répondants

	% TOTAL	Type d'auteur				
		Citoyen / Citoyenne	Élu / élue et Institution	Sous-total Organisation	Organisation à but lucratif	Organisation à but non lucratif
<b>Au moins une élection</b>	<b>74%</b>	<b>74%</b>	<b>77%</b>	<b>79%</b>	<b>77%</b>	<b>80%</b>
Législatives	62%	62%	68%	68%	67%	68%
Régionales	46%	46%	47%	54%	52%	55%
Départementales	42%	42%	42%	50%	46%	51%
Il ne faut pas introduire de proportionnelle	22%	22%	21%	18%	20%	17%
Non réponses	4%	4%	2%	3%	3%	3%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# Les élections pour lesquelles les répondants souhaitent que soit introduite une dose de proportionnelle

Question 6. Selon vous, faut-il introduire une dose de proportionnelle pour certaines élections, lesquelles ?

Plusieurs réponses possibles



336 964  
répondants

	% TOTAL	Mode de participation		L'opinion sur le non-cumul des mandats			La nécessité de rendre le vote obligatoire	
		Numérique	Papier	Une bonne chose	Une mauvaise chose	Je ne sais pas	Oui	Non
<b>Au moins une élection</b>	<b>74%</b>	<b>74%</b>	<b>64%</b>	<b>79%</b>	<b>75%</b>	<b>75%</b>	<b>76%</b>	<b>73%</b>
Législatives	62%	62%	53%	68%	64%	63%	63%	61%
Régionales	46%	46%	42%	53%	48%	48%	47%	45%
Départementales	42%	42%	39%	49%	41%	44%	43%	41%
Il ne faut pas introduire de proportionnelle	21%	22%	13%	17%	23%	19%	21%	22%
Non réponses	5%	4%	23%	4%	2%	6%	3%	5%



# Les élections pour lesquelles les répondants souhaitent que soit introduite une dose de proportionnelle

Question 6. Selon vous, faut-il introduire une dose de proportionnelle pour certaines élections, lesquelles ?

Plusieurs réponses possibles



336 964  
répondants

	% TOTAL	L'application de la laïcité		
		Satisfaisante	A améliorer	A modifier profondément
Au moins une élection	74%	72%	75%	77%
Législatives	62%	59%	62%	68%
Régionales	46%	45%	46%	49%
Départementales	42%	41%	42%	45%
Il ne faut pas introduire de proportionnelle	21%	24%	21%	19%
Non réponses	5%	4%	4%	4%





# Les élections pour lesquelles les répondants souhaitent que soit introduite une dose de proportionnelle

Question 6. Selon vous, faut-il introduire une dose de proportionnelle pour certaines élections, lesquelles ?

Plusieurs réponses possibles



336 964  
répondants

	% TOTAL	La nécessité de prendre en compte le vote blanc		La nécessité de recourir davantage au referendum au niveau national		La nécessité de recourir davantage au referendum au niveau local		La nécessité de tirer au sort des citoyens pour les associer à la décision publique		
		Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Je ne sais pas
<b>Au moins une élection</b>	<b>74%</b>	<b>81%</b>	<b>65%</b>	<b>80%</b>	<b>67%</b>	<b>77%</b>	<b>63%</b>	<b>79%</b>	<b>67%</b>	<b>72%</b>
Législatives	62%	71%	51%	72%	51%	64%	53%	68%	54%	59%
Régionales	46%	55%	38%	52%	39%	49%	33%	51%	39%	43%
Départementales	42%	50%	35%	48%	36%	45%	30%	47%	36%	39%
Il ne faut pas introduire de proportionnelle	21%	15%	33%	15%	29%	19%	33%	17%	30%	21%
Non réponses	5%	4%	2%	5%	4%	4%	4%	4%	3%	7%



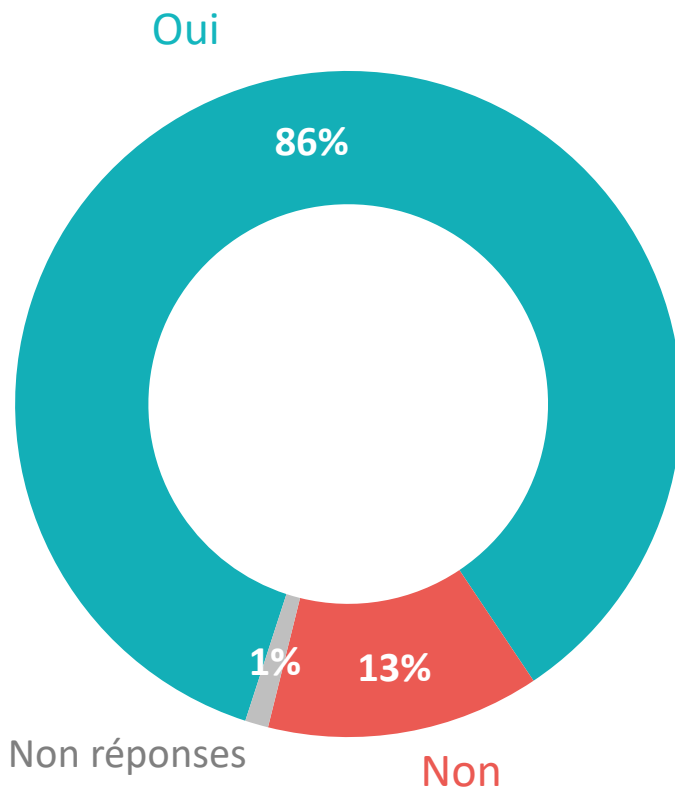
# L'opinion sur la nécessité de réduire le nombre de parlementaires

Question 7a. Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre de parlementaires (députés + sénateurs = 925) ?

*Une seule réponse possible*



336 964  
répondants





# L'opinion sur la nécessité de réduire le nombre de parlementaires

Question 7a. Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre de parlementaires (députés + sénateurs = 925) ?

*Une seule réponse possible*



335 157  
répondants

	% TOTAL	Région													
		Auvergne- Rhône- Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de- France	Normandie	Nouvelle Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	Outre- mer
Oui	86%	86%	87%	85%	87%	87%	87%	87%	82%	86%	87%	87%	87%	88%	88%
Non	13%	13%	12%	14%	12%	12%	12%	12%	17%	13%	12%	12%	12%	11%	11%
Non réponses	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# L'opinion sur la nécessité de réduire le nombre de parlementaires

Question 7a. Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre de parlementaires (députés + sénateurs = 925) ?

*Une seule réponse possible*



335 157  
répondants

	% TOTAL	Type de commune				Distance aux services publics			
		Commune rurale	Commune issue d'une unité urbaine de moins de 20 000 habitants	Commune issue d'une unité urbaine de 20 000 à moins de 100 000 habitants	Commune issue d'une unité urbaine de 100 000 habitants et plus	Très éloigné	Assez éloigné	Assez proche	Très proche
Oui	<b>86%</b>	87%	88%	87%	84%	87%	88%	88%	84%
Non	<b>13%</b>	12%	11%	12%	15%	12%	11%	11%	15%
Non réponses	<b>1%</b>	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# L'opinion sur la nécessité de réduire le nombre de parlementaires

Question 7a. Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre de parlementaires (députés + sénateurs = 925) ?

*Une seule réponse possible*



335 157  
répondants

	% TOTAL	Type d'auteur				
		Citoyen / Citoyenne	Élu / élue et Institution	Sous-total Organisation	Organisation à but lucratif	Organisation à but non lucratif
Oui	86%	86%	80%	81%	86%	79%
Non	13%	13%	19%	16%	10%	19%
Non réponses	1%	1%	1%	3%	4%	2%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# L'opinion sur la nécessité de réduire le nombre de parlementaires

Question 7a. Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre de parlementaires (députés + sénateurs = 925) ?

*Une seule réponse possible*



336 964  
répondants

	% TOTAL	Mode de participation		L'opinion sur le non-cumul des mandats			La nécessité de rendre le vote obligatoire	
		Numérique	Papier	Une bonne chose	Une mauvaise chose	Je ne sais pas	Oui	Non
Oui	86%	86%	69%	85%	72%	75%	87%	84%
Non	13%	13%	15%	14%	27%	22%	12%	15%
Non réponses	1%	1%	16%	1%	1%	3%	1%	1%



# L'opinion sur la nécessité de réduire le nombre de parlementaires

Question 7a. Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre de parlementaires (députés + sénateurs = 925) ?

*Une seule réponse possible*



336 964  
répondants

	% TOTAL	La nécessité d'introduire une dose de proportionnelle					L'application de la laïcité		
		Sous-total Au moins une élection citée	Aux élections législatives	Aux élections régionales	Aux élections départementales	Il ne faut pas introduire de proportionnelle	Satisfaisante	A améliorer	A modifier profondément
Oui	86%	86%	86%	86%	85%	84%	82%	87%	91%
Non	13%	13%	13%	13%	14%	16%	17%	12%	8%
Non réponses	1%	1%	1%	1%	1%	0%	1%	1%	1%



# L'opinion sur la nécessité de réduire le nombre de parlementaires

Question 7a. Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre de parlementaires (députés + sénateurs = 925) ?

*Une seule réponse possible*



336 964  
répondants

	% TOTAL	La nécessité de prendre en compte le vote blanc		La nécessité de recourir davantage au referendum au niveau national		La nécessité de recourir davantage au referendum au niveau local		La nécessité de tirer au sort des citoyens pour les associer à la décision publique		
		Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Je ne sais pas
Oui	86%	82%	79%	88%	84%	86%	85%	86%	84%	86%
Non	13%	16%	20%	11%	15%	13%	14%	13%	15%	12%
Non réponses	1%	2%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	2%





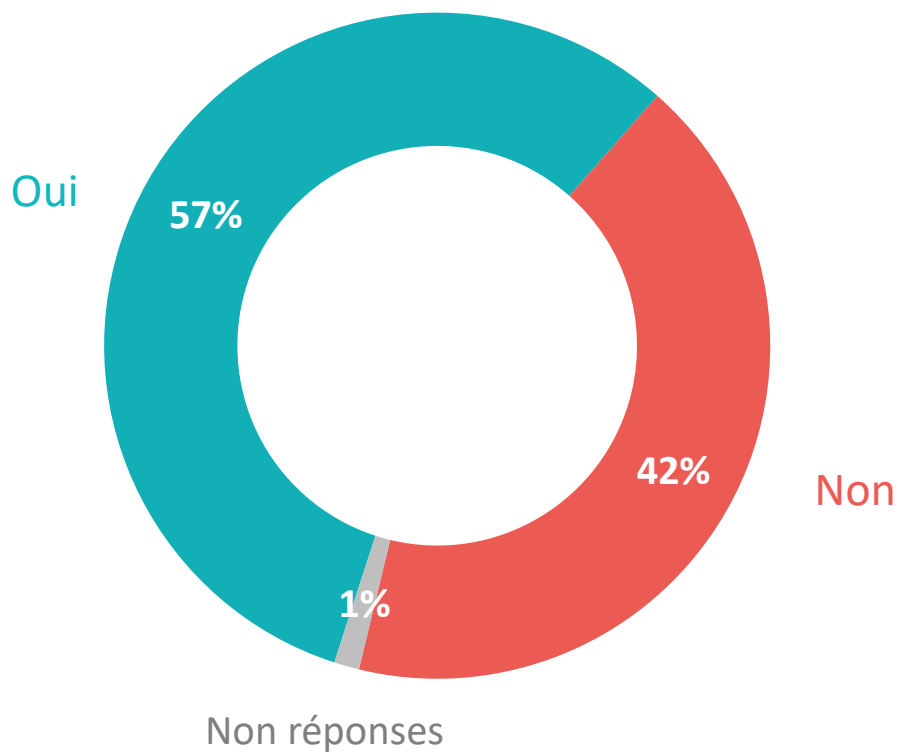
# L'opinion sur la nécessité de rendre le vote obligatoire

Question 9. Faut-il rendre le vote obligatoire ?

*Une seule réponse possible*



336 964  
répondants





# L'opinion sur la nécessité de rendre le vote obligatoire

Question 9. Faut-il rendre le vote obligatoire ?

Une seule réponse possible



335 157  
répondants

	%	Région													
		Auvergne- Rhône- Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de- France	Normandie	Nouvelle Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	Outre- mer
Oui	<b>57%</b>	54%	56%	57%	58%	57%	58%	62%	56%	58%	57%	57%	57%	57%	61%
Non	<b>42%</b>	45%	43%	42%	41%	42%	41%	37%	43%	41%	42%	42%	42%	42%	38%
Non réponses	<b>1%</b>	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# L'opinion sur la nécessité de rendre le vote obligatoire

## Question 9. Faut-il rendre le vote obligatoire ?

Une seule réponse possible



335 157  
répondants

	% TOTAL	Type de commune				Distance aux services publics			
		Commune rurale	Commune issue d'une unité urbaine de moins de 20 000 habitants	Commune issue d'une unité urbaine de 20 000 à moins de 100 000 habitants	Commune issue d'une unité urbaine de 100 000 habitants et plus	Très éloigné	Assez éloigné	Assez proche	Très proche
Oui	57%	58%	58%	57%	56%	57%	58%	57%	56%
Non	42%	41%	41%	42%	43%	42%	41%	42%	43%
Non réponses	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# L'opinion sur la nécessité de rendre le vote obligatoire

## Question 9. Faut-il rendre le vote obligatoire ?

*Une seule réponse possible*



335 157  
répondants

	% TOTAL	Type d'auteur				
		Citoyen / Citoyenne	Élu / élue et Institution	Sous-total Organisation	Organisation à but lucratif	Organisation à but non lucratif
Oui	57%	57%	64%	57%	57%	57%
Non	42%	42%	35%	40%	40%	40%
Non réponses	1%	1%	1%	3%	3%	3%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# L'opinion sur la nécessité de rendre le vote obligatoire

Question 9. Faut-il rendre le vote obligatoire ?

*Une seule réponse possible*



336 964  
répondants

	% TOTAL	Mode de participation		L'opinion sur le non-cumul des mandats		
		Numérique	Papier	Une bonne chose	Une mauvaise chose	Je ne sais pas
Oui	57%	57%	46%	55%	53%	50%
Non	42%	42%	35%	43%	46%	47%
Non réponses	1%	1%	19%	2%	1%	3%



# L'opinion sur la nécessité de rendre le vote obligatoire

## Question 9. Faut-il rendre le vote obligatoire ?

Une seule réponse possible



336 964  
répondants

	% TOTAL	La nécessité d'introduire une dose de proportionnelle					L'application de la laïcité		
		Sous-total Au moins une élection citée	Aux élections législatives	Aux élections régionales	Aux élections départementales	Il ne faut pas introduire de proportionnelle	Satisfaisante	A améliorer	A modifier profondément
Oui	57%	58%	57%	58%	58%	55%	52%	58%	61%
Non	42%	41%	42%	41%	41%	44%	47%	41%	38%
Non réponses	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%



# L'opinion sur la nécessité de rendre le vote obligatoire

Question 9. Faut-il rendre le vote obligatoire ?

Une seule réponse possible



336 964  
répondants

	% TOTAL	La nécessité de prendre en compte le vote blanc		La nécessité de recourir davantage au referendum au niveau national		La nécessité de recourir davantage au referendum au niveau local		La nécessité de tirer au sort des citoyens pour les associer à la décision publique		
		Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Je ne sais pas
Oui	<b>57%</b>	57%	45%	57%	57%	57%	55%	60%	51%	54%
Non	<b>42%</b>	41%	54%	42%	42%	42%	44%	39%	48%	44%
Non réponses	<b>1%</b>	2%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	2%



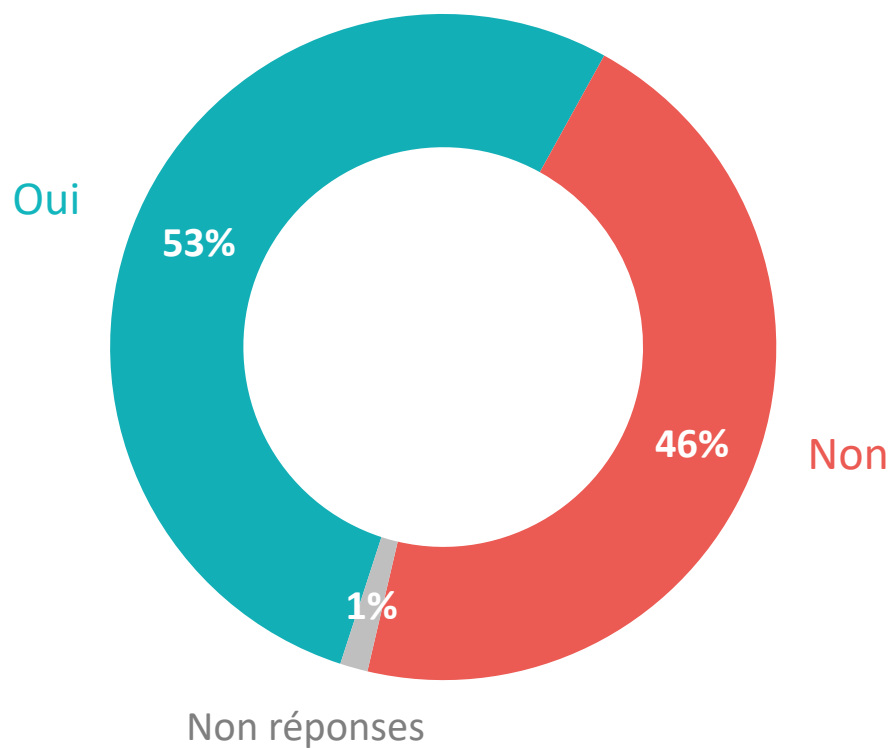
# L'opinion sur la nécessité d'avoir davantage recours au référendum au niveau national

Question 12a. Faut-il avoir davantage recours au référendum au niveau national ?

*Une seule réponse possible*



336 964  
répondants







# L'opinion sur la nécessité d'avoir davantage recours au référendum au niveau national

Question 12a. Faut-il avoir davantage recours au référendum au niveau national ?

Une seule réponse possible



335 157  
répondants

	% TOTAL	Région													
		Auvergne- Rhône- Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de- France	Normandie	Nouvelle Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	Outre- mer
Oui	<b>53%</b>	55%	59%	53%	56%	63%	58%	57%	44%	55%	55%	56%	53%	55%	63%
Non	<b>46%</b>	44%	40%	46%	43%	36%	41%	42%	55%	44%	43%	43%	45%	44%	36%
Non réponses	<b>1%</b>	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	2%	1%	2%	1%	1%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# L'opinion sur la nécessité d'avoir davantage recours au référendum au niveau national

Question 12a. Faut-il avoir davantage recours au référendum au niveau national ?

*Une seule réponse possible*



335 157  
répondants

	% TOTAL	Type de commune				Distance aux services publics			
		Commune rurale	Commune issue d'une unité urbaine de moins de 20 000 habitants	Commune issue d'une unité urbaine de 20 000 à moins de 100 000 habitants	Commune issue d'une unité urbaine de 100 000 habitants et plus	Très éloigné	Assez éloigné	Assez proche	Très proche
Oui	53%	60%	59%	56%	49%	60%	59%	57%	50%
Non	46%	39%	40%	43%	50%	39%	40%	42%	49%
Non réponses	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# L'opinion sur la nécessité d'avoir davantage recours au référendum au niveau national

Question 12a. Faut-il avoir davantage recours au référendum au niveau national ?

Une seule réponse possible



335 157  
répondants

	% TOTAL	Type d'auteur				
		Citoyen / Citoyenne	Élu / élue et Institution	Sous-total Organisation	Organisation à but lucratif	Organisation à but non lucratif
Oui	53%	53%	51%	50%	48%	50%
Non	46%	46%	48%	47%	49%	46%
Non réponses	1%	1%	1%	3%	3%	4%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# L'opinion sur la nécessité d'avoir davantage recours au référendum au niveau national

Question 12a. Faut-il avoir davantage recours au référendum au niveau national ?

*Une seule réponse possible*



336 964  
répondants

	% TOTAL	Mode de participation		L'opinion sur le non-cumul des mandats			La nécessité de rendre le vote obligatoire	
		Numérique	Papier	Une bonne chose	Une mauvaise chose	Je ne sais pas	Oui	Non
Oui	53%	53%	50%	56%	48%	48%	53%	53%
Non	46%	46%	30%	42%	50%	49%	46%	46%
Non réponses	1%	1%	20%	2%	2%	3%	1%	1%



# L'opinion sur la nécessité d'avoir davantage recours au référendum au niveau national

Question 12a. Faut-il avoir davantage recours au référendum au niveau national ?

Une seule réponse possible



336 964  
répondants

	% TOTAL	La nécessité d'introduire une dose de proportionnelle					L'application de la laïcité		
		Sous-total Au moins une élection citée	Aux élections législatives	Aux élections régionales	Aux élections départementales	Il ne faut pas introduire de proportionnelle	Satisfaisante	A améliorer	A modifier profondément
Oui	53%	58%	62%	60%	60%	37%	45%	53%	68%
Non	46%	41%	37%	39%	39%	62%	54%	46%	31%
Non réponses	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%



# L'opinion sur la nécessité d'avoir davantage recours au référendum au niveau national

Question 12a. Faut-il avoir davantage recours au référendum au niveau national ?

Une seule réponse possible



336 964  
répondants

	% TOTAL	La nécessité de prendre en compte le vote blanc		La nécessité de recourir davantage au referendum au niveau local		La nécessité de tirer au sort des citoyens pour les associer à la décision publique		
		Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Je ne sais pas
Oui	53%	59%	34%	59%	30%	62%	40%	49%
Non	46%	39%	65%	40%	69%	37%	59%	49%
Non réponses	1%	2%	1%	1%	1%	1%	1%	2%



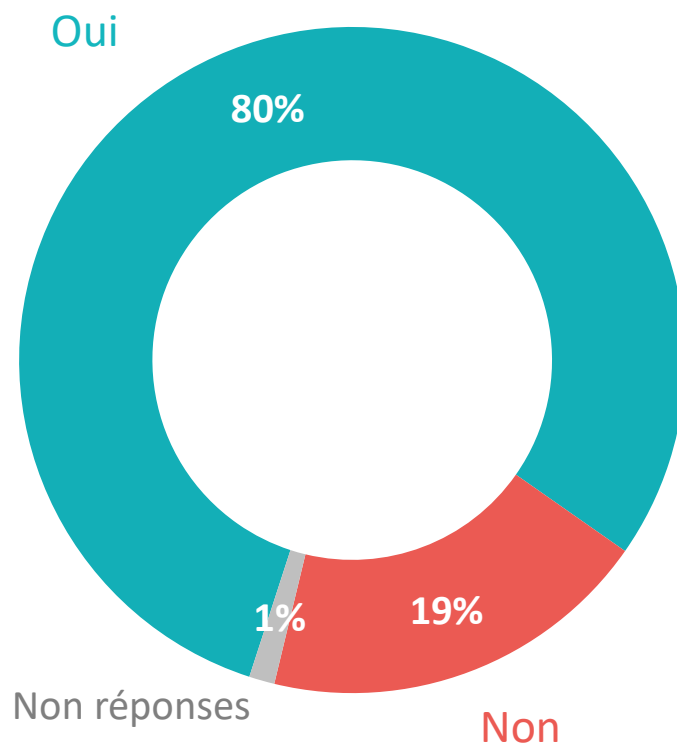
# L'opinion sur la nécessité d'avoir davantage recours au référendum au niveau local

Question 12b. Faut-il avoir davantage recours au référendum au niveau local ?

*Une seule réponse possible*



336 964  
répondants





# L'opinion sur la nécessité d'avoir davantage recours au référendum au niveau local

Question 12b. Faut-il avoir davantage recours au référendum au niveau local ?

Une seule réponse possible



335 157  
répondants

	%	Région													
		Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	Outre-mer
Oui	80%	81%	79%	81%	79%	80%	81%	79%	79%	79%	79%	80%	78%	80%	82%
Non	19%	18%	19%	18%	20%	19%	18%	20%	20%	20%	20%	18%	21%	19%	16%
Non réponses	1%	1%	2%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	2%	1%	1%	2%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques





# L'opinion sur la nécessité d'avoir davantage recours au référendum au niveau local

Question 12b. Faut-il avoir davantage recours au référendum au niveau local ?

Une seule réponse possible



335 157  
répondants

	% TOTAL	Type de commune				Distance aux services publics			
		Commune rurale	Commune issue d'une unité urbaine de moins de 20 000 habitants	Commune issue d'une unité urbaine de 20 000 à moins de 100 000 habitants	Commune issue d'une unité urbaine de 100 000 habitants et plus	Très éloigné	Assez éloigné	Assez proche	Très proche
Oui	80%	80%	80%	80%	79%	80%	81%	80%	79%
Non	19%	18%	19%	19%	20%	18%	18%	19%	20%
Non réponses	1%	2%	1%	1%	1%	2%	1%	1%	1%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# L'opinion sur la nécessité d'avoir davantage recours au référendum au niveau local

Question 12b. Faut-il avoir davantage recours au référendum au niveau local ?

Une seule réponse possible



335 157  
répondants

	% TOTAL	Type d'auteur				
		Citoyen / Citoyenne	Élu / élue et Institution	Sous-total Organisation	Organisation à but lucratif	Organisation à but non lucratif
Oui	80%	80%	71%	79%	77%	80%
Non	19%	19%	27%	18%	21%	17%
Non réponses	1%	1%	2%	3%	2%	3%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# L'opinion sur la nécessité d'avoir davantage recours au référendum au niveau local

Question 12b. Faut-il avoir davantage recours au référendum au niveau local ?

*Une seule réponse possible*



336 964  
répondants

	% TOTAL	Mode de participation		L'opinion sur le non-cumul des mandats			La nécessité de rendre le vote obligatoire	
		Numérique	Papier	Une bonne chose	Une mauvaise chose	Je ne sais pas	Oui	Non
Oui	80%	80%	65%	82%	76%	79%	80%	79%
Non	19%	19%	15%	16%	22%	19%	19%	20%
Non réponses	1%	1%	20%	2%	2%	2%	1%	1%



# L'opinion sur la nécessité d'avoir davantage recours au référendum au niveau local

Question 12b. Faut-il avoir davantage recours au référendum au niveau local ?

Une seule réponse possible



336 964  
répondants

	% TOTAL	La nécessité d'introduire une dose de proportionnelle					L'application de la laïcité		
		Sous-total Au moins une élection cité	Aux élections législatives	Aux élections régionales	Aux élections départementales	Il ne faut pas introduire de proportionnelle	Satisfaisante	A améliorer	A modifier profondément
Oui	80%	83%	83%	85%	86%	70%	78%	81%	82%
Non	19%	16%	16%	14%	13%	29%	21%	18%	17%
Non réponses	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%



# L'opinion sur la nécessité d'avoir davantage recours au référendum au niveau local

Question 12b. Faut-il avoir davantage recours au référendum au niveau local ?

*Une seule réponse possible*



336 964  
répondants

	% TOTAL	La nécessité de prendre en compte le vote blanc		La nécessité de recourir davantage au referendum au niveau national		La nécessité de tirer au sort des citoyens pour les associer à la décision publique		
		Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Je ne sais pas
Oui	80%	83%	72%	88%	70%	85%	70%	80%
Non	19%	15%	27%	11%	29%	14%	29%	19%
Non réponses	1%	2%	1%	1%	1%	1%	1%	1%



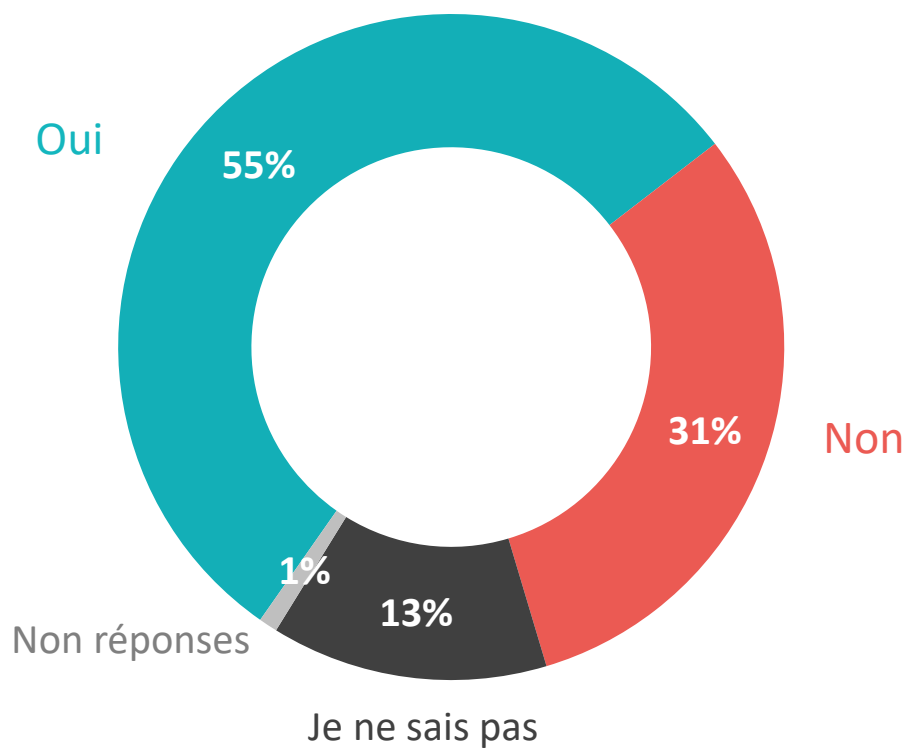
# L'opinion sur le tirage au sort des citoyens pour les associer à la décision publique

Question 14. Faut-il tirer au sort des citoyens non élus pour les associer à la décision publique ?

*Une seule réponse possible*



336 964  
répondants





# L'opinion sur le tirage au sort des citoyens pour les associer à la décision publique

Question 14. Faut-il tirer au sort des citoyens non élus pour les associer à la décision publique ?

Une seule réponse possible



335 157  
répondants

	% TOTAL	Région													
		Auvergne- Rhône- Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de- France	Normandie	Nouvelle Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	Outre- mer
Oui	<b>55%</b>	55%	56%	56%	55%	57%	57%	57%	50%	56%	57%	57%	57%	56%	65%
Non	<b>31%</b>	30%	30%	29%	30%	30%	30%	29%	35%	30%	29%	29%	28%	30%	25%
Je ne sais pas	<b>13%</b>	14%	13%	14%	14%	12%	12%	13%	14%	13%	13%	13%	14%	13%	9%
Non réponses	<b>1%</b>	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# L'opinion sur le tirage au sort des citoyens pour les associer à la décision publique

Question 14. Faut-il tirer au sort des citoyens non élus pour les associer à la décision publique ?

Une seule réponse possible



335 157  
répondants

	% TOTAL	Type de commune				Distance aux services publics			
		Commune rurale	Commune issue d'une unité urbaine de moins de 20 000 habitants	Commune issue d'une unité urbaine de 20 000 à moins de 100 000 habitants	Commune issue d'une unité urbaine de 100 000 habitants et plus	Très éloigné	Assez éloigné	Assez proche	Très proche
Oui	55%	58%	57%	56%	53%	58%	57%	56%	53%
Non	31%	28%	29%	30%	32%	28%	29%	29%	32%
Je ne sais pas	13%	13%	13%	13%	14%	13%	13%	14%	14%
Non réponses	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques





# L'opinion sur le tirage au sort des citoyens pour les associer à la décision publique

Question 14. Faut-il tirer au sort des citoyens non élus pour les associer à la décision publique ?

Une seule réponse possible



335 157  
répondants

	% TOTAL	Type d'auteur				
		Citoyen / Citoyenne	Élu / élue et Institution	Sous-total Organisation	Organisation à but lucratif	Organisation à but non lucratif
Oui	55%	55%	48%	61%	61%	61%
Non	31%	30%	41%	27%	25%	27%
Je ne sais pas	13%	14%	10%	10%	13%	9%
Non réponses	1%	1%	1%	2%	1%	3%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# L'opinion sur le tirage au sort des citoyens pour les associer à la décision publique

Question 14. Faut-il tirer au sort des citoyens non élus pour les associer à la décision publique ?

*Une seule réponse possible*



336 964  
répondants

	% TOTAL	Mode de participation		L'opinion sur le non-cumul des mandats			La nécessité de rendre le vote obligatoire	
		Numérique	Papier	Une bonne chose	Une mauvaise chose	Je ne sais pas	Oui	Non
Oui	55%	55%	46%	60%	44%	51%	58%	50%
Non	31%	31%	27%	28%	45%	29%	28%	35%
Je ne sais pas	13%	13%	10%	11%	10%	19%	13%	14%
Non réponses	1%	1%	17%	1%	1%	1%	1%	1%



# L'opinion sur le tirage au sort des citoyens pour les associer à la décision publique

Question 14. Faut-il tirer au sort des citoyens non élus pour les associer à la décision publique ?

Une seule réponse possible



336 964  
répondants

	% TOTAL	La nécessité d'introduire une dose de proportionnelle					L'application de la laïcité		
		Sous-total Au moins une élection citée	Aux élections législatives	Aux élections régionales	Aux élections départementales	Il ne faut pas introduire de proportionnelle	Satisfaisante	A améliorer	A modifier profondément
Oui	55%	58%	60%	60%	61%	44%	52%	55%	59%
Non	31%	28%	27%	26%	26%	42%	34%	30%	29%
Je ne sais pas	13%	13%	12%	13%	12%	13%	14%	14%	12%
Non réponses	1%	1%	1%	1%	1%	1%	0%	1%	0%



# L'opinion sur le tirage au sort des citoyens pour les associer à la décision publique

Question 14. Faut-il tirer au sort des citoyens non élus pour les associer à la décision publique ?

*Une seule réponse possible*



336 964  
répondants

	% TOTAL	La nécessité de prendre en compte le vote blanc		La nécessité de recourir davantage au referendum au niveau national		La nécessité de recourir davantage au referendum au niveau local	
		Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Oui	55%	60%	43%	64%	45%	59%	40%
Non	31%	27%	46%	23%	40%	27%	46%
Je ne sais pas	13%	12%	10%	12%	14%	13%	14%
Non réponses	1%	1%	1%	1%	1%	1%	0%

**b.**



**VIE CITOYENNE**



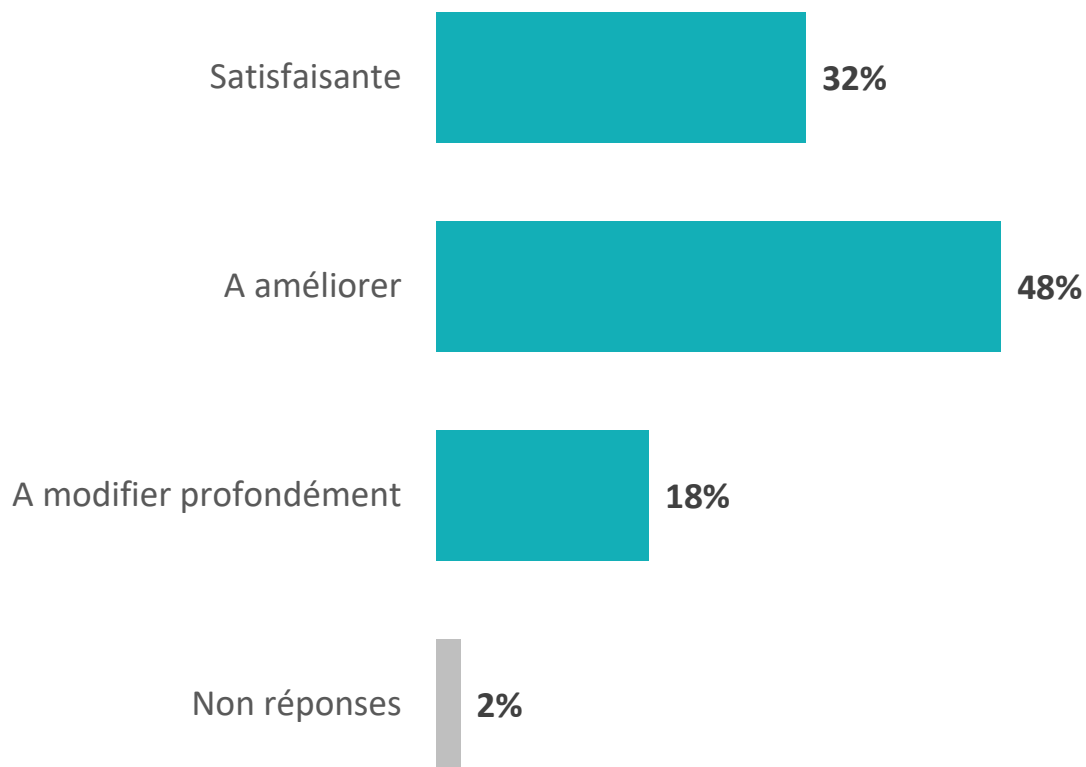
# L'opinion sur l'application de la laïcité en France aujourd'hui

Question 17. Diriez-vous que l'application de la laïcité en France est aujourd'hui ?

*Une seule réponse possible*



336 964  
répondants





# L'opinion sur l'application de la laïcité en France aujourd'hui

Question 17. Diriez-vous que l'application de la laïcité en France est aujourd'hui ?

Une seule réponse possible



335 157  
répondants

	% TOTAL	Région													
		Auvergne- Rhône- Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Ile-de- France	Normandie	Nouvelle Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	Outre- mer
Satisfaisante	<b>32%</b>	31%	30%	34%	28%	27%	32%	31%	33%	31%	31%	30%	34%	29%	29%
A améliorer	<b>48%</b>	48%	48%	48%	50%	47%	46%	47%	48%	49%	49%	50%	48%	48%	50%
A modifier profondément	<b>18%</b>	19%	20%	16%	20%	24%	20%	20%	17%	18%	18%	18%	16%	21%	19%
Non réponses	<b>2%</b>	2%	2%	2%	2%	2%	2%	2%	2%	2%	2%	2%	2%	2%	2%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# L'opinion sur l'application de la laïcité en France aujourd'hui

Question 17. Diriez-vous que l'application de la laïcité en France est aujourd'hui ?

*Une seule réponse possible*



335 157  
répondants

	% TOTAL	Type de commune				Distance aux services publics			
		Commune rurale	Commune issue d'une unité urbaine de moins de 20 000 habitants	Commune issue d'une unité urbaine de 20 000 à moins de 100 000 habitants	Commune issue d'une unité urbaine de 100 000 habitants et plus	Très éloigné	Assez éloigné	Assez proche	Très proche
Satisfaisante	<b>32%</b>	30%	30%	30%	33%	29%	30%	30%	33%
A améliorer	<b>48%</b>	48%	49%	49%	48%	49%	49%	48%	48%
A modifier profondément	<b>18%</b>	20%	19%	19%	17%	20%	19%	20%	17%
Non réponses	<b>2%</b>	2%	2%	2%	2%	2%	2%	2%	2%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques





# L'opinion sur l'application de la laïcité en France aujourd'hui

Question 17. Diriez-vous que l'application de la laïcité en France est aujourd'hui ?

*Une seule réponse possible*



335 157  
répondants

	% TOTAL	Type d'auteur				
		Citoyen / Citoyenne	Élu / élue et Institution	Sous-total Organisation	Organisation à but lucratif	Organisation à but non lucratif
Satisfaisante	32%	32%	32%	30%	28%	30%
A améliorer	48%	48%	48%	49%	48%	49%
A modifier profondément	18%	18%	18%	17%	21%	16%
Non réponses	2%	2%	2%	4%	3%	5%

Données disponibles uniquement pour les participations numériques



# L'opinion sur l'application de la laïcité en France aujourd'hui

Question 17. Diriez-vous que l'application de la laïcité en France est aujourd'hui ?

*Une seule réponse possible*



336 964  
répondants

	% TOTAL	Mode de participation		L'opinion sur le non-cumul des mandats			La nécessité de rendre le vote obligatoire	
		Numérique	Papier	Une bonne chose	Une mauvaise chose	Je ne sais pas	Oui	Non
Satisfaisante	32%	32%	24%	32%	28%	30%	29%	35%
A améliorer	48%	48%	41%	48%	48%	49%	50%	47%
A modifier profondément	18%	18%	15%	18%	22%	18%	19%	16%
Non réponses	2%	2%	20%	2%	2%	3%	2%	2%



# L'opinion sur l'application de la laïcité en France aujourd'hui

Question 17. Diriez-vous que l'application de la laïcité en France est aujourd'hui ?

Une seule réponse possible



336 964  
répondants

	% TOTAL	La nécessité d'introduire une dose de proportionnelle				
		Sous-total Au moins une élection citée	Aux élections législatives	Aux élections régionales	Aux élections départementales	Il ne faut pas introduire de proportionnelle
Satisfaisante	32%	30%	30%	31%	31%	35%
A améliorer	48%	49%	48%	48%	48%	47%
A modifier profondément	18%	19%	20%	19%	19%	16%
Non réponses	2%	2%	2%	2%	2%	2%



# L'opinion sur l'application de la laïcité en France aujourd'hui

Question 17. Diriez-vous que l'application de la laïcité en France est aujourd'hui ?

*Une seule réponse possible*



336 964  
répondants

	% TOTAL	La nécessité de prendre en compte le vote blanc		La nécessité de recourir davantage au referendum au niveau national		La nécessité de recourir davantage au referendum au niveau local		La nécessité de tirer au sort des citoyens pour les associer à la décision publique		
		Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Je ne sais pas
Satisfaisante	<b>32%</b>	30%	36%	27%	37%	31%	35%	30%	35%	31%
A améliorer	<b>48%</b>	49%	46%	48%	49%	49%	47%	49%	47%	51%
A modifier profondément	<b>18%</b>	19%	16%	23%	12%	18%	16%	20%	17%	16%
Non réponses	<b>2%</b>	2%	2%	2%	2%	2%	2%	1%	1%	2%



*“opinionway*

15 place de la République 75003 Paris

*« Rendre le monde intelligible pour agir aujourd’hui et imaginer demain. »*